
Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda?

Bilan de la Violence au Burkina Faso

04 avril 2015 – 31 mai 2020

Ouagadougou, le 22 juin 2020

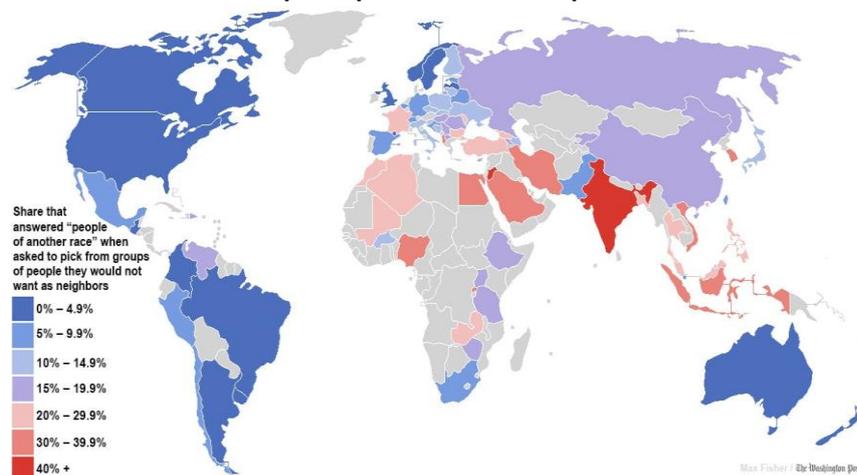
Bilan de la Violence au Burkina Faso

04 avril 2015 – 31 mai 2020

Le Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda ?

Selon le Centre de recherche américain de la mémoire de la Shoah, le Burkina Faso est le pays au monde, en 2020, où le risque de massacres à grande échelle est le plus important ; le Burkina est premier, suivi par l'Iraq et la Syrie, selon l'enquête de l'USHMM¹. « Autrefois connu pour l'harmonie et l'unité qui régnaient entre les différentes communautés ethniques et religieuses, le Burkina Faso est devenu le nouvel épicode des conflits armés et de la violence meurtrière qui ravagent la Région du Sahel », constate le rapport de **Refugees International** du 11 février 2020².

D'après la carte publiée en 2013 par le Washington Post, le Burkina Faso fut le pays qui bénéficia d'une tolérance ethnique la plus forte en Afrique. Le Global Peace Index le classait sur cette question



parmi les 5 meilleurs pays africains de 2008 à 2014³. Aujourd'hui, ce même pays est confronté, pour la première fois de son histoire, à des massacres ethniques suivis de déplacements massifs de populations à l'intérieur des frontières du pays⁴.

Comment expliquer ce basculement dans la terreur en seulement cinq ans ? Les

réponses à cette question des différents experts, chercheurs, journalistes, fonctionnaires, leaders d'opinion et ONG burkinabè et internationaux sont en grande partie concordantes. S'appuyant sur leurs analyses, cette synthèse a pour but d'enrichir le débat sur la situation sécuritaire actuelle au Burkina Faso dans l'espoir de contribuer à mettre un terme à cette folie meurtrière et d'empêcher l'écroulement des fondements du pays.

Elle prend notamment en compte :

- Les attaques des terroristes contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et des civils
- Les actions du gouvernement pour lutter contre le terrorisme
- Les moyens à la disposition de l'armée pour lutter contre le terrorisme
- Les exactions arbitraires commises par les FDS
- Les efforts du gouvernement pour lutter contre les exactions et violences commises par les FDS
- Les attaques des milices civiles contre des civils, en particulier les oglwéogo, et récemment les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), institués par l'Etat
- Les actions du gouvernement pour lutter contre les massacres commis par les milices civiles contre les populations civiles
- La contribution des partenaires du Burkina Faso

- **Il y a urgence. Face à une crise multidimensionnelle, à la fois sécuritaire, sociale et politique, qui menace la stabilité et la cohésion de toute la nation,** la réponse essentiellement militaire préconisée par l'Etat burkinabè et ses partenaires, se révèle inefficace et la menace s'étend. Si certains hauts responsables de l'Etat envisagent un changement de politique, d'autres par contre, s'en tiennent à la stratégie de surenchère militaire. Cette intransigeance est probablement motivée aussi par le contexte des échéances électorales prévues à la fin d'année. *« Cette tentation est sans doute compréhensible à moins d'un an d'échéances électorales cruciales, mais elle pourrait mettre en péril l'avenir du pays. Face à l'intensité inédite des violences commises par les groupes jihadistes et certains groupes d'autodéfense depuis le début de l'année 2019 à ce jour, un changement de cap s'impose⁵ »,* selon International Crisis Group dans son dernier rapport du 24 février 2020.

Cette synthèse repose principalement sur les sources suivantes :

Amnesty International, Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique (IE). Collectif contre l'Impunité et la Stigmatisation des Communautés (CISC), Comité des droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), International Crisis Group (ICG), Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Human Rights Watch (HRW), Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Ministère de la Défense nationale du Burkina Faso, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de la France, Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), Observatoire pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (ODDH), Refugees International et The New Humanitarian.

Les informations proviennent également d'entretiens réalisés avec des responsables gouvernementaux, d'anciens hauts fonctionnaires, d'autorités communautaires, traditionnelles et religieuses, d'acteurs politiques et de la société civile et de membres des forces sécuritaires ainsi que d'analyses d'experts tels que Mahamadou Savadogo, Dr. Abdoul Karim Saidou, Matteo Puxton, Boubacar Cissé, Mathieu Pellerin et Lookman Savadogo.

Sommaire

I.	L'après Kadhafi : des groupes armés sèment la terreur au cœur du Sahel	04-05
II.	La situation sécuritaire au Burkina Faso 2012-2016	06-08
III.	Burkina Faso en 2017 : le jihadisme devient endogène	09-10
IV.	En 2018 : Les attaques terroristes se répandent sur tout le territoire	11-13
V.	Burkina Faso en 2019 : le nettoyage ethnique débute	14-17
VI.	2020 : La violence et la crise humanitaire qui en suit, ne cessent de s'amplifier sur fond de crise de la gouvernance	18-23
VII.	Bilan des attaques et des violences du 04 avril 2015 au 30 mai 2020	24-26
VIII.	Conclusions	27-31
IX.	Recommandations	32
X.	Abréviations et acronymes	33-34
XI.	Sources et notes	35-41
Annexe	Les attaques du 4 avril 2015 au 31 mai 2020	

I. L'après-Kadhafi : des groupes armés sèment la terreur au cœur du Sahel.

La prolifération d'armes et l'infiltration d'anciens combattants libyens dans tout le Sahel avec des conséquences sécuritaires dramatiques, commencent avec la fin du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, à la suite d'une intervention militaire internationale. Pourtant, plusieurs États africains avaient fermement mis en garde les intervenants contre ces deux risques qui déstabiliseraient l'ensemble de la région.

À partir de 2012, le délitement de la Libye impacte le Mali, avec une résurgence de la rébellion touareg et ses aspirations indépendantistes, permettant aux groupes armés, dont des jihadistes, d'occuper de vastes territoires, mettant l'existence du Mali en péril⁶. Ce conflit séparatiste, rapidement supplanté par des mouvements islamistes armés, déclenche la guerre de l'Etat malien contre ces jihadistes. Devant la gravité de la situation et craignant que le conflit n'embrase toute la sous-région, la CEDEAO s'implique dans la recherche de solutions. Elle nomme le président Blaise Compaoré médiateur, lui qui connaît bien le dossier pour avoir déjà été facilitateur lors des rebellions Touaregs au Mali et au Niger vingt-deux ans plus tôt, en 1991⁷.

Un Accord de Paix entre le gouvernement de transition malien et les représentants des groupes armés séparatistes fut signé le 18 juin 2013 à Ouagadougou, sous l'égide du président Blaise Compaoré, médiateur de la CEDEAO. Respectant l'intégrité territoriale du Mali et rejetant l'extrémisme religieux, cet Accord a permis d'organiser des élections présidentielles en 2013⁸. Ibrahim Boubacar Keïta est démocratiquement élu président du Mali, le 11 août 2013.



Compaoré, fin connaisseur du dossier estimait que : *« Même si l'utilisation de la force demeure nécessaire pour les neutraliser vu la violence des actions perpétrées par les extrémistes, terroristes et criminels opérant dans le nord du Mali, le dialogue politique, et non la force, est essentiel pour aborder les causes profondes de cette crise⁹ ».*

Après la chute du régime Compaoré fin 2014, cet Accord de Paix vole en éclats ; l'Algérie devient l'acteur majeur et le nouveau médiateur du conflit. Sur le terrain, après avoir été brièvement stoppée par l'opération militaire française Serval, l'insurrection jihadiste reprend au Mali, plus forte que jamais, et elle se répand aux États voisins¹⁰.

Aujourd'hui, l'épicentre des violences dans le Sahel se trouve au Burkina Faso, au Mali et au Niger, dans la zone dite « des trois frontières ». C'est une zone où les populations nomades traversent continuellement les différentes frontières poreuses avec leurs troupeaux ou avec leurs marchandises. Les populations y circulent et cohabitent. Ils parlent les mêmes langues et partagent presque tous la même religion, l'Islam. Des jeunes enfants et des adultes fréquentent les écoles coraniques, souvent dans chacun des trois pays, tissant et consolidant des liens solides. Cette zone des trois frontières est également une zone de contrebande et de trafic de drogues, de cigarettes, d'armes et d'êtres humains¹¹.

C'est dans cette zone de tous les trafics que des attaques sont menées par des groupes islamistes armés. Il s'agit notamment de : 1) l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (**EIGS**) créée en 2015, 2) **Ansaroul Islam** créé en 2016 et 3) Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (**JNIM**), en français le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (**GSIM**). Le GSIM (ou JNIM) est lié à Al-Qaïda. Il a été créé en mars 2017 et regroupe Ansar Dine, le Front de Libération du Macina (FLM), Katiba Serma, AQMI Sahara et Al Mourabitoun¹². Ces groupes terroristes ont causé, selon ACLED¹³, au Burkina, Mali et Niger, 2 185 morts en 2019 contre 1 112 morts en 2018, 529 en 2017, 218 en 2016, 284 en 2015, 192 en 2014, 780 en 2013, 280 en 2012, 81 en 2011 et 66 morts en 2010.

S'agit-il de jihadistes sahéliens ou bien de bandits jihadisés ? « La réponse est complexe car les composantes de ces groupes sont diverses et le facteur religieux motivant leurs membres semble paradoxalement secondaire. Peut-être trop rapidement baptisés « jihadistes », ces insurgés se sont en effet essentiellement soulevés pour des motifs le plus souvent endogènes dans lesquels la religion est quasiment absente », explique l'historien Bernard Lugan dans son livre « Les guerres du Sahel, des origines à nos jours ».



Le Sahel n'a jamais été aussi militarisé. Selon l'agence de presse The New Humanitarian, renommé pour son journalisme consacré aux zones de conflits, « on y trouve en effet une multitude de forces d'insurrection et de contre-insurrection de diverses allégeances. Les militaires aguerris de la France et des États-Unis ont été rejoints par des troupes italiennes et allemandes et par une nouvelle coalition régionale. Alors que les missions militaires sont présentées comme des solutions par leurs responsables politiques, d'autres acteurs les voient comme des réponses simplistes à des problèmes complexes et croient qu'elles ne font que jeter de l'huile sur le feu¹⁴ ».

II. La situation sécuritaire au Burkina Faso 2012-2016

Jusqu'à 2015, le Burkina Faso avait été épargné de l'instabilité régionale résultant de la chute du régime libyen en 2011. Mais la résilience du pays s'effrite rapidement, après les événements politiques qui suivent l'insurrection populaire d'octobre 2014 contre un changement de constitution ouvrant la voie à un troisième mandat du chef de l'Etat¹⁵. Selon Le Monde, « *Longtemps, le pays a échappé aux mouvements de rébellions, attentats, tensions communautaires ou activisme de groupes islamistes armés qui frappaient ses voisins. La chute de Blaise Compaoré, président que l'on pensait inamovible (1987-2014) et navigateur avisé dans les zones de turbulences sahéliennes, a exposé les faiblesses d'un pays où les forces de sécurité ont été profondément perturbées par le changement de régime*¹⁶. »

Dès le départ de Blaise Compaoré, l'armée burkinabè et les services de renseignement furent entièrement réorganisés. Le RSP, corps d'élite des forces armées, composé de 1 300 éléments - soit environ 10 % des effectifs de l'armée - dont la grande majorité était spécialisée dans la lutte contre le terrorisme, est dissout le 6 octobre 2016. Le RSP aurait été un grand atout dans la lutte contre le terrorisme¹⁷. Selon ICG, « *Il constituait un corps d'élite et surtout la base d'un service de renseignement extrêmement efficace, reposant non sur une institution mais sur les épaules du chef d'état-major-particulier de Compaoré, le Général Gilbert Diendéré*¹⁸. »

La gendarmerie est alors renforcée au détriment de l'armée, considérée par le nouveau régime comme trop proche de Compaoré, lui-même un ancien militaire et depuis 2015 exilé en Côte d'Ivoire voisine. Les groupes jihadistes en profitent pour s'établir dans la partie sahélienne du pays¹⁹. Le 4 avril 2015, un expatrié roumain, agent de sécurité, est enlevé à Tambao, important site minier de manganèse très proche de la frontière nigérienne, dans la Province de l'Oudalan (Annexe, p.3). Au cours de cet incident, un autre agent de sécurité et un gendarme sont blessés. Cette première attaque terroriste au Burkina Faso est revendiquée par Al-Mourabitoune, mouvement alors affilié à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).

Début janvier 2016, Ouagadougou la capitale subit sa première attaque terroriste tandis que le Nord du Burkina Faso s'enfoncé peu à peu dans le chaos. Venus du Mali, les groupes terroristes utilisent le Sahel burkinabè comme un terrain propice pour se développer. Dans les régions du Nord et du Sahel burkinabè, les attaques terroristes se propagent, provoquant le retrait progressif des forces de sécurité et de tous les services publics symboles de l'Etat, à cause de l'insécurité ; beaucoup de mairies, de commissariats et postes de police, de centres de santé, d'écoles et autres structures y compris les ONG, ferment leurs portes ou se replient pour certains à Djibo, capitale de la Province du Soum.

L'implantation de groupes jihadistes en zone rurale est également facilitée par la crise politique dans laquelle le Burkina Faso s'enlise progressivement à partir des manifestations massives et l'imbroglie politique consécutif aux journées des 30 et 31 octobre 2014, avec l'avènement d'une période de transition politique²⁰. Cette période a vu la mise en place de nouvelles institutions notamment le Conseil National de Transition (CNT), en remplacement de l'Assemblée nationale et l'adoption d'un nouveau code électoral controversé car perçu comme une source d'exclusion pour les uns et de favoritisme pour les autres²¹. Les régions rurales où vit alors 80 % de la population burkinabè, sont les plus impactées par cette crise. Pendant que les partis d'opposition se renforcent progressivement à partir de 2010 dans les zones urbaines, Compaoré reste toujours populaire dans les régions rurales et son parti - le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) - y est bien implanté. La dissolution dès novembre 2014 des conseils municipaux et régionaux démocratiquement élus en 2012, et leur remplacement par des délégations spéciales, paralysent les communes rurales²².

Or, ces conseils municipaux, véritables creusets des différents partis politiques rassemblant les divers groupes ethniques, jouaient un rôle important dans la gouvernance locale. Surtout, ils contribuaient à régler les conflits fonciers, sources récurrentes de tensions communautaires, et dans la gestion desquels les fonctionnaires et les chefs coutumiers se comportent souvent comme des prédateurs²³. Bien que Burkina Faso signifie littéralement *pays* (Faso en langue dioula) *des hommes intègres* (Burkina en mooré), il n'échappe pas hélas à ce fléau de la corruption. L'adoption de la nouvelle loi sur le foncier rural en 2009 qui bouleverse les règles qui prévalaient naguère en milieu rural, a exacerbé cette question très sensible de la propriété foncière dans les villages. Dans le même temps, le grand banditisme qui sévissait dans beaucoup de contrées du pays a pris de l'ampleur, facilité par le manque de moyens des forces de l'ordre et leur faible répartition géographique sur le territoire. C'est devant ce vide sécuritaire préjudiciable à la paix sociale et la sécurité des citoyens que naissent en 2016 les groupes d'auto-défense koglwéogo, véritables milices faisant la loi dans les zones rurales, notamment dans la région centrale et orientale du pays.

Les koglwéogo, « gardiens de la brousse » en langue mooré, bénéficient d'un soutien solide des autorités, dès leur apparition fin janvier 2016. « *Désormais je suis le maître des koglwéogo* », confirme le ministre Simon Compaoré (aucun lien de parenté avec l'ancien président)²⁴. Alors ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité intérieure, il entame en effet le 25 avril 2016 une visite de sensibilisation des koglwéogo de 48h commençant par Boulsa dans le centre-nord et finissant à Zorgho dans le plateau central. Le ministre salue et félicite les actions de ces initiatives locales de sécurité. Il demande cependant que les tortures de tout genre et les amendes arbitraires cessent. Sur la question des amendes appliquées aux « voleurs » et qui peuvent aller au-delà de 100 000 FCFA (150 €), les koglwéogo ne sont pas prêts à renoncer à cette pratique. Ces « gardiens de la brousse » deviennent très vite les vrais maîtres du monde rural.



Certains observateurs considèrent les koglwéogo comme le bras armé du parti au pouvoir, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Comme l'indique ICG, « *leur relation à l'Etat oscille entre autonomie et collaboration. Notamment à l'Est, la collaboration a été notable pour sécuriser - y compris d'un point de vue électoral- la transition de 2014-2015*²⁵ ». Ces milices civiles sont d'ailleurs officiellement intégrées dans le dispositif de police de proximité par décret présidentiel N° 1052 du 22 décembre 2016²⁶.

Les koglwéogo essaient progressivement presque la moitié du territoire, comptant au moins 4 400 groupes d'une vingtaine de membres chacun, soit plus de 92 000 hommes armés. Beaucoup d'entre eux sont d'anciens bandits reconvertis²⁷. Ces milices dépassent allègrement les prérogatives octroyées par leur décret de création ; devenir koglwéogo, est une affaire rentable car ces milices jugent, verbalisent, prélèvent des taxes illégalement et interviennent presque dans tous les dossiers, y compris le pénal et les conflits fonciers, si rentables en rapines.

Ces milices bénéficient clairement d'une impunité, favorisée par les hauts responsables de l'Etat²⁸. Elles se mobilisent contre les rares arrestations de leurs membres. Ainsi, à Kaya en 2018, elles ont libéré un koglwéogo après avoir encerclé le tribunal²⁹. Les populations approuvent souvent cette justice populaire et la violence infligée aux personnes suspectées par les Koglwéogo³⁰. Ils ont certes contribué au recul de la criminalité. Mais pour le terrorisme, en alimentant les tensions ethniques, ils ont fortement contribué à son expansion.

Si on ne peut pas qualifier, stricto sensu, les koglwéogo de milice ethnique, ils recrutent principalement des Mossi. Cette ethnie est la plus importante du pays, avec 50% de la population burkinabè. Puis viennent les Peul qui représentent 8 % de la population. L'apparition de koglwéogo dans les régions du Sahel et du Centre-Nord où se trouve une forte concentration de population peul, devient un catalyseur de conflits communautaires. Les rangs de nouveaux combattants terroristes grossissent par ceux qui veulent se venger de l'injustice et la violence contre leur communauté³¹. L'exclusion politique de plusieurs membres du CDP des élections présidentielles et législatives³² organisée sous la Transition en 2015 et l'implosion du système de représentation municipale et régionale créent de vives frustrations et installent un environnement très politisé et de méfiance réciproque.

L'affaiblissement de l'armée burkinabè, la faillite de la gouvernance régaliennne du monde rural et le retrait progressif de l'Etat des zones d'insécurité, ouvrent la voie à l'implantation de groupes terroristes au Burkina Faso. Au cours de l'année 2016, les attaques terroristes se multiplient. Trois groupes jihadistes sont désormais actifs sur le territoire burkinabè. Le groupe local **Ansarul Islam**, actif dans les provinces du Soum, du Bam et du Sanmatenga se fond ensuite au Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (**GSIM** aussi appelé en arabe **JNIM**), lié à l'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (**AQMI**) créée au Mali. Le JNIM est actif dans le Soum, dans l'Ouest et depuis 2016 dans l'Est. Le troisième groupe terroriste, l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (**EIAO**), est également apparu d'abord au Mali, avec l'EIGS, l'Etat Islamique au Grand Sahara. L'EIAO opère au Burkina Faso sur un espace plus vaste que le GSIM : les provinces d'Oudalan, Soum, Séno, Yagha (Région du Sahel) et Namantenga et Sanmatenga (Région du Centre-Nord) et la région de l'Est.

L'autre facteur favorable aux terroristes, est la paupérisation de ceux qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté. L'économie tourne au ralenti depuis le changement de régime en raison de l'insécurité qui occasionne l'abandon des champs et l'impossibilité de fréquenter les grands marchés hebdomadaires du Sahel naguère florissants. Le chômage des jeunes déjà élevé avant l'insurrection populaire, augmente davantage et le Président Roch Kaboré, démocratiquement élu le 30 novembre 2015, est confronté à un climat de tensions sociales d'une ampleur jamais vue, paralysant le pays. Selon, ACLED, le pays a enregistré 442 manifestations et grèves entre 2015 et 2020 contre 244 entre 2000 et fin 2014³³.

III. Burkina Faso en 2017 : le jihadisme devient endogène

Dès le début de l'année, des jihadistes armés investissent des écoles dans le Nord du Burkina, menaçant les enseignants ; « *Si tu fais l'école du Blanc, tu vas à l'enfer* ». Ils leur ordonnent de ne plus enseigner le français aux élèves, mais seulement l'arabe et le Coran. Après l'assassinat du directeur de l'école de Kourfayel, un village près de Djibo, les 1 667 enseignants de la province du Soum ont pris la fuite³⁴. L'école primaire ainsi que d'autres bâtiments de l'Etat du village Tem, dans la Province du Soum sont incendiés par une quinzaine d'individus armés, faisant fuir les populations vers Nassoumbou et Djibo. D'autres écoles primaires sont attaquées à Tounté et à Gountouré Kiri dans la Province de Oudalan³⁵.

Certains enseignants pensent que si les terroristes les ciblent, c'est parce qu'ils ont participé à une formation à la police de proximité, en décembre 2016. Cette opération organisée par le ministère de la sécurité fut maladroitement médiatisée. « *C'était une façon de nous rassurer, mais ça a produit l'effet inverse. Cela nous a exposés et identifiés comme des collaborateurs des forces de sécurité. Et ce sont ces gens-là que les terroristes ciblent* », dénonce Lassane un enseignant dans une école primaire au sud de Djibo.³⁶ Deux enseignants du collège de Kain, dans la Province du Yatenga, sont assassinés par des terroristes tandis que quatre de leurs collègues sont blessés³⁷. Les symboles de l'Etat dont l'école publique est l'emblème le plus visible dans les villages deviennent une cible des terroristes.

Beaucoup d'analystes parlent de « groupes insurrectionnels » plutôt que de terroristes car ces groupes s'insurgent pour des raisons différentes contre les autorités, combattant surtout l'Etat burkinabè sous toutes ses formes³⁸. La composition de ces groupes armés est hétéroclite : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits, orpailleurs en quête de protection et des populations stigmatisées³⁹. L'insurrection contre l'Etat est propagée par des leaders radicaux comme l'imam Malam Dicko, fondateur d'Ansarul Islam⁴⁰. Ils attaquent des infrastructures, notamment des écoles du gouvernement. Ils intimident ou tuent des enseignants et exécutent des notables et des personnes soupçonnées de collaborer avec les autorités. Pendant qu'Ansarul Islam et le GSIM restent généralement opposés aux attaques de civils innocents, l'EIAO ne fait pas de distinction⁴¹.



Les agents de l'Etat fuient et les forces de défense et de sécuritaire (FDS), se retirent progressivement des zones rurales du Nord et du Sahel⁴². Les populations se sentent donc de plus en plus abandonnées à leur sort par l'Etat et désormais à la merci des groupes jihadistes. Les groupes terroristes locaux recrutent auprès de ces populations rurales vulnérables et révoltées. La pauvreté croissante d'une partie de la population et le niveau élevé du chômage poussent également certains jeunes à s'enrôler comme combattant chez les terroristes⁴³.

Les FDS sont la cible prioritaire des terroristes ; ils attaquent des commissariats, des postes frontaliers et des casernes militaires⁴⁴. Ils commencent à recourir à des engins explosifs improvisés contre leurs convois, à l'instar de celui utilisé contre une patrouille du détachement de Djibo, Province du Soum, le 17 août⁴⁵. Trois soldats sont tués et deux blessés. Ces cas se multiplient très vite. Autre cible des terroristes : les civils qui « collaborent » ou représentent l'Etat. Ces derniers sont éliminés par des opérations d'assassinats ciblés. Le modus operandi est souvent le même : des individus armés arrivent sur deux motos au domicile de la cible où elle est tuée sur place. Souvent les terroristes avertissent la victime auparavant, en la menaçant de revenir si elle ne modifie pas sa conduite. Au total, 81 personnes sont tuées dont 70 civils lors des 72 attaques terroristes enregistrées en 2017, contre 15 attaques en 2016 et 3 en 2015⁴⁶.

En raison du climat d'insécurité, le corps américain de volontaires de la paix, Peace Corps, décide début septembre d'évacuer l'intégralité de ses 124 volontaires présents au Burkina⁴⁷. Cette décision fait suite à l'attaque la plus meurtrière de l'année, le dimanche 13 août ; dix-neuf personnes sont tuées et huit autres blessées lors de l'attaque du café-restaurant « Aziz Istanbul », fréquenté par des étrangers, sur l'Avenue Kwame N'Krumah à Ouagadougou. Une page Facebook attribuée à Ansarul Islam, publie un communiqué un mois plus tard, regrettant la mort de musulmans lors de cet attentat, se distanciant de l'action du groupe terroriste GSIM.

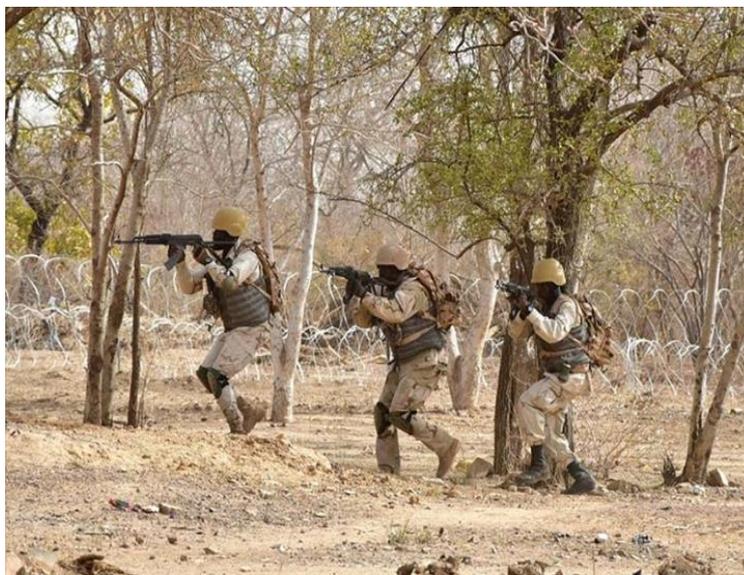
Dans l'indifférence complice des autorités, les milices koglwéogo de Boulsa, Centre-Nord, s'engagent dans la lutte anti-terroriste⁴⁸. Déjà impliquées dans de règlements de comptes, souvent autour des enjeux fonciers au détriment de la communauté peul, celle-ci devient leur cible prioritaire⁴⁹. Le Centre-Nord s'embrase à grande vitesse, à l'instar du Soum voisin. L'Etat perd également contrôle de l'Est et à partir de 2018, les attaques se répandent dans le reste du pays, notamment dans la Boucle du Mouhoun.



IV En 2018 : Les attaques terroristes se répandent sur tout le territoire

Avant 2018, les autorités déniaient souvent qu'il s'agisse des attaques terroristes car elles n'étaient pas revendiquées. Comme l'explique le chercheur Mahamadou Savadogo « *Pour eux, c'étaient des tentatives de déstabilisation. C'est ainsi qu'ils donnaient aux forces de défense et de sécurité burkinabè (FDS) des moyens plus aptes à la lutte contre la déstabilisation que contre des attentats terroristes* »⁵⁰. A plusieurs reprises, le président Roch Kaboré a accusé son prédécesseur d'entretenir des liens avec les groupes jihadistes qui attaquent le Burkina ; « *L'ex-président Blaise Compaoré a joué un rôle de médiation au Mali, ce qui fait que, de façon constante, nous avons eu ses collusions avec les forces jihadistes au Mali*⁵¹. » En réponse à ces accusations, Compaoré adresse une lettre au président Kaboré dans laquelle il dit « sa disponibilité et son soutien » face à la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays. Une réaction à ce qu'il considère comme de « graves allégations » portées à son encontre par le président burkinabè⁵².

Le Burkina Faso, le pays du G5 Sahel qui subit le plus d'attaques, est néanmoins celui qui alloue la moindre part de son budget à la défense. La part du budget de la défense dans le budget global de l'Etat est passé de 2,96 % en 2016 à 3,25 % en 2018⁵³. Que les groupes jihadistes aient pu s'implanter rapidement dans l'Est du Pays tient notamment au fait que cette région enregistrait jusqu'en 2018, le plus faible taux de couverture par les forces de défense et de sécurité burkinabè (FDS)⁵⁴.



A chaque attaque par des groupes terroristes, la polémique monte autour des équipements limités des FDS. Malgré l'augmentation du budget de la défense dans des proportions considérables, il n'y a pas de résultats. L'inspecteur général d'Etat, premier responsable de l'organe de contrôle contre la corruption, l'ASCE-LC, sort de la discrétion déclarant à la presse que « *Nous avons écrit au président du Faso pour lui dire que l'augmentation du budget de la défense devrait s'accompagner d'un contrôle plus serré de l'utilisation de cet argent. Lors de l'attaque de l'état-major le 2 mars, le soldat qui était de garde a vu son arme enrayée et, quand on gratte un peu, il s'avère que ce sont des armes qui ont été achetées dans un pays où les armes ne supportent pas la chaleur*⁵⁵ ». L'opposition affirme qu'aucune disposition connue ne permet d'opposer le concept du « secret-défense » aux missions de contrôle de l'ASCE-LC qui devrait pouvoir contrôler et situer les responsabilités pour un équipement adapté aux besoins des FDS⁵⁶.

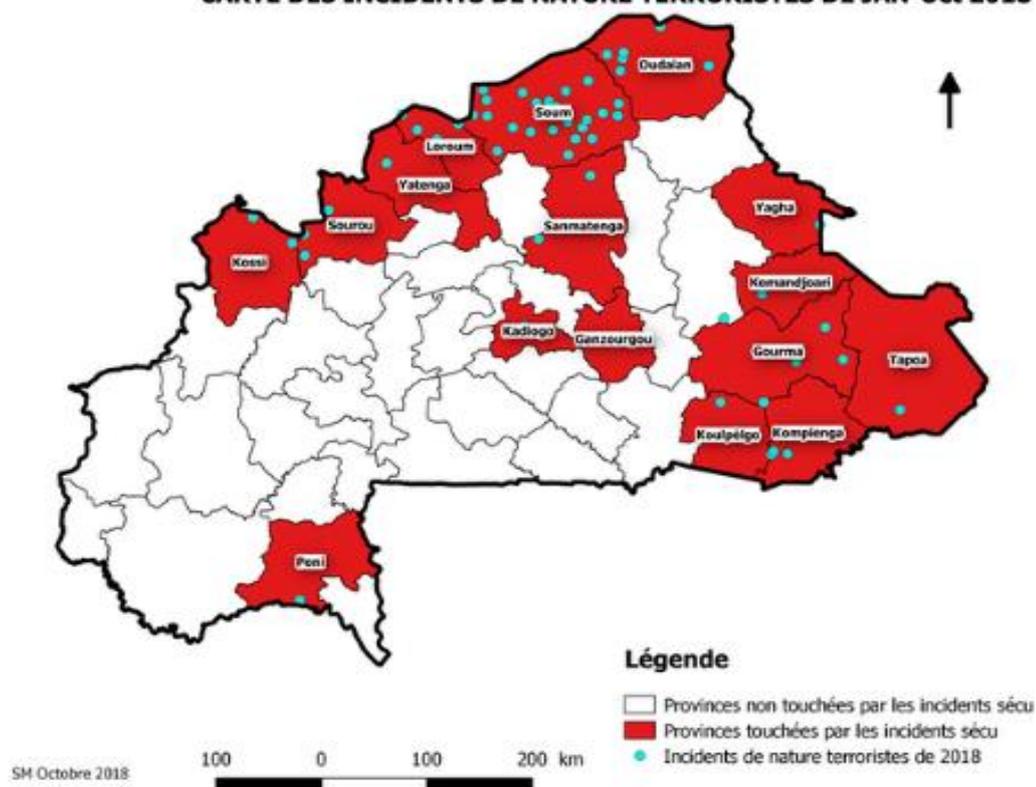
Pendant que les groupes terroristes se répandent sur tout le territoire, les FDS mènent des opérations antiterroristes qui ont conduit à de nombreuses accusations de graves violations des droits de l'homme⁵⁷. Les exactions arbitraires commises dans plusieurs villages par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et leurs appuis locaux, les milices koglwéogo, ont fait grossir les rangs des terroristes⁵⁸. Les attaques terroristes deviennent presque quotidiennes et la violence meurtrière qui en résulte, pénalise doublement les populations ; elles subissent non seulement la terreur et les assassinats commis par les groupes jihadistes mais également ceux perpétrés par les FDS et les koglwéogo. HRW les documente, témoignages à l'appui dans son document « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des jihadistes* », publié en mai 2018⁵⁹.

Le reportage « koglwéogo - Miroir d'une faillite d'Etat », fut récompensé par le Visa d'or de l'information numérique France info, en 2018⁶⁰. Le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Comité des droits de l'homme, déclarent être « *préoccupés par l'apparition de milices d'autodéfense, notamment les koglwéogo, dont certaines se livreraient à des extorsions de fonds, arrêteraient ou retiendraient illégalement des personnes et commettraient des exactions et des meurtres⁶¹* ». De ce fait, des personnes ont rejoint les terroristes dans une volonté d'acquérir des armes pour riposter aux humiliations qui leur ont été infligées par les koglwéogo. Dans la culture fulfulde, le Peul préfère la mort à la honte. Or, les koglwéogo qui les arrêtent, et les soumettent à la torture, filment et diffusent largement ces scènes de violences et de sévices dégradants sur les téléphones portables. De nombreux leaders communautaires ont dénoncé ces agissements des koglwéogo qui s'inscrivent dans une volonté d'humilier un groupe ethnique, les Peul. Par ailleurs, ils s'interrogeaient sur les raisons ayant conduit l'Etat à tolérer que justice puisse être rendue par des anciens délinquants, coupeurs de route⁶².

Alors que les FDS plient bagages et que l'anarchie s'installe, l'influence des groupes armés auprès des populations s'accroît⁶³. Ils commencent à proposer leurs formes de gouvernance par exemple en matière de gestion de l'usage de l'eau dans les villages ou de l'exploitation des terres. Les groupes jihadistes, bien que surtout constitués de combattants burkinabè, maintiennent des liens étroits avec leur base de formation et de repli, le Mali. C'est désormais le JNIM qui opère en tant que chef de file. Son alliée de circonstance, l'EIGS, mène ses activités dans la région de l'Est, à cheval entre le Niger et le Burkina où il contrôle la quasi-totalité des sites d'or de la zone⁶⁴. Ces groupes jihadistes très actifs sur une grande étendue du territoire, élargissent ainsi au maximum le front du combat, affaiblissant davantage l'armée et l'Etat burkinabè. La particularité des groupes extrémistes au Burkina consiste, selon Mahamadou Savadogo, dans le fait « *qu'ils ont adopté un style de gouvernance à distance aidée, rendue possible par l'absence de l'État et la faiblesse du maillage sécuritaire. En se partageant les tâches et les zones, ils sont plus fluides et difficilement localisables⁶⁵* ».

Le Plan d'urgence pour le Sahel (PUS) n'a pas su rétablir des relations de confiance et de proximité entre l'Etat et les populations. Lors de la restitution des réalisations du PUS à Dori en juin 2018, des maires contestent les résultats présentés par les autorités nationales et régionales⁶⁶. Adopté en juillet 2017, seulement 51% des activités prévues ont été effectuées en 2018 et 49 % en 2017⁶⁷. Par ailleurs, la réforme de la loi sur les partenariats public-privé (PPP) ouvrant la voie à des procédures de gré à gré pour la passation de marchés afin d'accélérer la mise en œuvre du PUS, renforce la perception d'un Etat qui s'enrichit sur le dos des pauvres, un argument phare des terroristes pour propager l'insurrection.

CARTE DES INCIDENTS DE NATURE TERRORISTES DE JAN-Oct 2018



Source : Mahamoudou Savadogo, The Conversation

Deux hommes de confiance du président Roch Kaboré élu en décembre 2015, ont été nommés ministre de la Défense. Sous Jean-Claude Bouda, l'ancien directeur du Salon International d'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Burkina perd le contrôle du Nord et de l'Est de son territoire. En pleine crise sécuritaire, et pendant que le problème d'équipements insuffisants de combat est posé, il est mis en cause pour malversations financières⁶⁸. Dans la chaîne de commandement, des dysfonctionnements significatifs sont perceptibles au sein de son ministère qui ont un impact sur la capacité opérationnelle des FDS déployés sur le terrain. Le journaliste Chérif Moumina Sy, de tendance radicale, lui succède à la tête de l'armée en janvier 2019.

Visé par le Réseau national de lutte anticorruption (Ren-Lac) depuis 2018, ce n'est que le 26 mai 2020, que l'ex-ministre Bouda a été placé en détention, inculpé notamment de blanchiment de capitaux, de faux et usage de faux⁶⁹. Quant au ministre Sy, il pourrait encourir le même sort un jour mais pour une autre raison : l'armée burkinabè est accusée d'exactions arbitraires de civils, à grande échelle, par plusieurs organisations des droits de l'Homme, notamment par HRW.

V. Burkina Faso en 2019 : le nettoyage ethnique débute



Photo : Yirgou, le 2 janvier 2019

Une nouvelle dynamique est créée par des interventions militaires d'envergure. L'opération Otapuanu, (foudre en gulmantchema), dans la région de l'Est, a été planifiée dans l'urgence et déclenchée le 7 mars. Le chef d'état-major général des armées déclare le 12 avril que plusieurs présumés terroristes ont été neutralisés et plus d'une centaine interpellée⁷⁰. Quant à l'opération Ndofo (déraciner⁷¹ en fulfuldé) au Sahel et au Centre-Nord, aux yeux de la population locale, plutôt que de « déraciner », elle a semé les germes du jihadisme.

Sous-équipées et mal formées, les forces de défense et de sécurité (FDS) sont mises à rude épreuve par les groupes jihadistes. Le Monde décrit dans un article en octobre, la colère qui monte chez les militaires burkinabè ; « *On manque de tout là-bas : d'armes, de tenues de protection, de véhicules blindés – le seul au camp est en panne depuis deux ans... Alors on doit sortir en pick-up, mais si on tombe sur un engin explosif, c'est fini pour nous* », explique Moussa. « *L'ennemi est plus équipé que nous, alors maintenant, si on ne veut pas mourir, on préfère fuir* », confie ce militaire au journal français⁷².

« Les jeunes se font tuer, tandis que les chefs restent dans leur bureau à Ouaga. Ils multiplient les promesses mais rien n'arrive. Où part cet argent ? », demande un policier⁷³. Le déficit en équipement et en résultat, font grincer les dents dans les casernes où l'on reproche aux autorités une ingérence politique dans les prises de décisions stratégiques⁷⁴. Ce mécontentement se renforce davantage en 2019 avec la création d'unités spéciales issues de la gendarmerie, chargées de la lutte anti-terroriste⁷⁵. Ces unités sont déployées depuis Ouagadougou pour des opérations spéciales qui impliquent rarement les forces conventionnelles déjà présentes sur le terrain, ce qui provoque des sautes d'humeur dans les casernes. Les services de renseignement burkinabè suivent de près ces risques de troubles au sein des casernes, au détriment du suivi des autres défis sécuritaires⁷⁶.

« Les unités spéciales de la gendarmerie sont à l'avant-garde de la réponse antiterroriste depuis l'arrivée au pouvoir du président Kaboré. Il s'agit notamment de l'USIGN et de l'escadron porté de la gendarmerie. Ce dernier, que certains appellent l'escadron de la mort du fait de sa présence lors d'opérations qui auraient pris pour cible des civils, reste une unité largement méconnue », indique ICG⁷⁷. Des voix s'élèvent pour dénoncer les exactions présumées des FDS. Le tout premier fut le journaliste Adama Ouédraogo, dit Damiss, emprisonné à Ouagadougou depuis septembre 2019⁷⁸, qui malgré les multiples menaces reçues, a diffusé sur les réseaux sociaux des témoignages des exécutions arbitraires commises par les FDS à Bahn et Kain, le 4 février 2019⁷⁹. L'ONG burkinabè des droits de l'Homme, MBDHP, documente à travers des témoignages, 60 exécutions arbitraires commises par les FDS à Kaïn⁸⁰.

Les autorités considèrent comme terroriste tout individu en contact avec un présumé terroriste, y compris téléphonique, ne serait-ce que pour lui vendre de la nourriture, ou refusant de collaborer avec les FDS⁸¹. Environ 700 terroristes présumés sont détenus dans les prisons burkinabè en mars, selon le gouvernement⁸². Il est techniquement impossible pour la Brigade spéciale d'investigation anti-terroriste (BSLAT) de traiter des centaines de dossiers ; créée dans ce but en 2017, elle dispose seulement d'une vingtaine de fonctionnaires. La justice n'a jugé aucun terroriste détenu depuis 2015. Des FDS, conscients que les tribunaux sont complètement engorgés, sont enclins à s'engager sur le chemin des exécutions sommaires. Cela se produit en totale impunité et au mépris des conventions de Genève, car les autorités les considèrent comme des actes de guerre⁸³.

Les méthodes utilisées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme sont sévèrement dénoncées par des ONG internationales telles qu'Amnesty International et HRW, ainsi que par d'importantes organisations de défense des droits de l'homme au Burkina telles que ADP, CISC, MBDHD et ODDH. Ainsi, selon les enquêtes de MBDHP et HRW sur les exécutions d'hommes, de femmes et d'enfants à Kain, Banh, Titao et Barani, au moins 200 personnes ont été tuées. Les enquêteurs doutent fort de leurs liens avec des groupes jihadistes⁸⁴.

HRW appelle le gouvernement des Etats-Unis à appliquer la Loi Leahy qui interdit au Département d'État et au Département de la Défense des États-Unis d'apporter une assistance militaire aux unités des forces de sécurité étrangères qui violent les droits de l'homme en toute impunité. Deux autres opérations militaires burkinabè, en mars et en avril 2019, dans des sites aurifères artisanaux à Tchiembolo et à Filio près d'Inata, auraient tué plusieurs dizaines de civils. D'autres exécutions furent commises par les FDS dans le Nord, dans l'Est, dans la Boucle du Mouhoun et dans plusieurs localités du Soum, selon le rapport n°287 d'ICG⁸⁵.

Selon ces différentes estimations, au moins 350 civils ont été sommairement exécutés par les FDS en 2019. *« En tuant des gens sans justification, surtout des sages d'une communauté, vous créez vingt nouveaux terroristes ; la lutte contre le terrorisme engendre aujourd'hui plus de problèmes que le terrorisme lui-même »,* remarque un officier de l'armée burkinabè lors d'un entretien avec HRW, le 24 janvier 2019⁸⁶. Selon ACLED, les opérations de contre-terrorisme dirigées par l'État sont, au moins en partie, responsables de l'intensification des attaques contre les églises, car *« elle sont une conséquence directe de la violence perpétrée par les forces de sécurité gouvernementales contre l'ethnie peul, une ethnie musulmane⁸⁷ ».*

La grande majorité des personnes exécutées par les FDS sont des Peul. Les observateurs sont unanimes, la communauté peul, la deuxième communauté plus importante en nombre - 8 % de la population -, fait l'objet de préjugés de la part du gouvernement, des FDS et des koglwéogo, qui les suspectent de sympathie envers les terroristes. Comme au Mali, les Peuls au Burkina Faso sont souvent accusés d'avoir des liens avec des groupes jihadistes du fait de leur passé religieux - leur importante contribution à l'introduction de l'Islam en Afrique de l'Ouest- et de la présence, pourtant difficile à quantifier, de nombreux Peul parmi les mouvements fondamentalistes armés.

Pour certains extrémistes, « il vaut mieux tuer des Peul avant qu'ils ne deviennent des terroristes. »

Les terroristes exploitent à leur tour ces suspicions et la terreur contre cette communauté stigmatisée et violentée. Souvent, les enfants des villageois, exécutés par les FDS et les koglwéogo, rejoignent les groupes jihadistes. Le 12 mai 2019, *Le Monde* alerte « Dans le nord du Burkina Faso, les exactions de l'armée contrarient la lutte anti-terroriste⁸⁸ ».

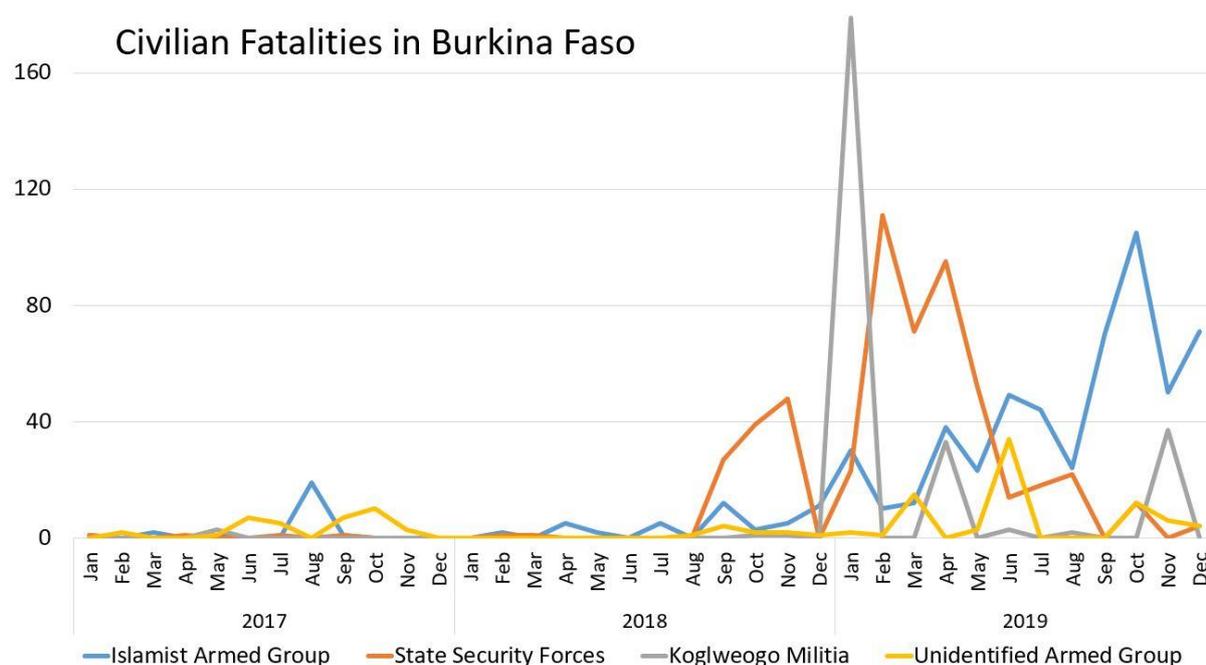


En janvier 2019, le Burkina Faso connaît son premier massacre ethnique. Dans le village de Yirgou et dans 17 hameaux environnants, dans le Centre-Nord, 220 Peul selon les ONG, et 43 selon le Gouvernement, sont massacrés par les koglwéogo, pendant trois jours, du 01^{er} au 03 janvier sans que les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), bien qu'informées n'interviennent⁸⁹. Les Peul sont l'objet de représailles des koglwéogo pour l'assassinat, commis la veille, de six Mossi dont le chef du village, par les terroristes. Aucun membre des FDS ne se rend sur les lieux entre le 1^{er} et le 5 janvier 2019, jour où le chef d'Etat visite Yirgou, où il est d'ailleurs accueilli par les koglwéogo.

Le Burkina Faso où la cohésion sociale s'est progressivement effritée depuis 2016 avec la montée du terrorisme, l'exclusion politique et le ralentissement économique, vit ce premier nettoyage ethnique sous haute tension. Dès le 4 janvier, les populations, les OSC et l'opposition réclament vérité et justice face au silence des autorités burkinabè et l'inertie de la communauté internationale⁹⁰. Des milliers de personnes descendent dans la rue à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et à Dori. Le Secrétaire Général de l'ONU dénonce ces massacres et Amnesty International réclame le 9 février 2019 une enquête indépendante et impartiale⁹¹. Trois mois après cette macabre tragédie, le gouvernement n'a toujours pas établi de bilan définitif. Aucune arrestation n'a été faite, même si les auteurs des massacres sont connus : les koglwéogo de Barsalogo et de Bourzanga⁹².

Cette impunité ouvre la voie à d'autres massacres de masse : le 31 mars, le guide religieux Cheick Amkan et cinq membres de sa famille sont assassinés par des terroristes à son domicile à Arbinda. Le lendemain, un massacre de Peul par la communauté Fulsé s'en suit comme représailles⁹³. Plus de 62 personnes seront tués⁹⁴. Cette impunité fait croître davantage les rangs des groupes armés, des insurrectionnels pour les uns, et des terroristes pour les autres.

L'intensité des violences monte en flèche en 2019, aggravant significativement le bilan meurtrier. En cinq ans, le pays a subi au moins 407 attaques, décrites dans l'annexe ci-jointe, par des hommes armés non identifiés dont plus que la moitié (55%) ont eu lieu en 2019. Les tombes de militaires se multiplient au cimetière de Gounghin, à Ouagadougou, et au cimetière militaire de Dori. Plusieurs attaques terroristes contre des églises ou des religieux chrétiens ont lieu et des imams sont assassinés, accusés d'être trop tolérants⁹⁵. Au moins 598 civils et 167 FDS sont tués en 2019 par les terroristes. Ces chiffres sont certainement plus élevés ; à partir de juillet 2019, la circulation d'information sur les attaques et sur les opérations antiterroristes est fortement entravée par une nouvelle loi interdisant leur diffusion au risque d'une peine de prison.⁹⁶ De surcroît, les familles ne veulent plus informer sur l'assassinat d'un de leurs membres, de peur de représailles. Néanmoins, selon le centre de données ACLED, les violences imputables aux groupes armés, étatiques (FDS et koglwéogo) et non étatiques (terroristes), ont causé la mort de plus de 1 295 personnes en 2019, soit une hausse de 650 % par rapport aux 173 pertes de vie enregistrés en 2018.⁹⁷



Source : ACLED, nombre de décès déclarés par année, au 11 janvier 2020.

Si en 2019, l'armée enregistre des résultats probants dans l'Est, les terroristes y démontrent le 6 novembre qu'ils peuvent encore faire des attaques de grande envergure. Vers Nassougou, un convoi du groupe minier canadien Semafo composé de cinq cars transportant les employés burkinabè, tombe dans une embuscade. Le véhicule militaire de tête saute sur un engin explosif et les cars sont pris d'assaut par les terroristes, tuant 40 personnes et blessant 60 autres, toutes civiles. C'est l'attaque terroriste la plus meurtrière jamais enregistrée dans le pays. Le président Roch Marc Christian Kaboré décrète un deuil national de 72 heures et engage « *les Forces de Défense et de Sécurité à traquer et combattre, sans concession, les terroristes et tous leurs complices et appelle notre Peuple à la mobilisation générale contre le terrorisme*⁹⁸ ».

VI. 2020 : La violence, la vengeance et la crise humanitaire qui en résulte, ne cessent de s'amplifier, sur fond de crise de gouvernance



L'année 2020 commence sous de mauvais auspices, avec en seulement trois mois, 467 morts dont 386 civils et 81 éléments des Forces de Défense et Sécurité (FDS). Les organisations humanitaires rapportent que les graves violations des droits de l'homme se poursuivent et que les auteurs demeurent impunis. Un responsable de l'ONU a indiqué à *Refugees International* que les humanitaires rencontraient un nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) fuyant leur région par crainte des forces sécuritaires burkinabè, et non en raison de la menace des terroristes⁹⁹.

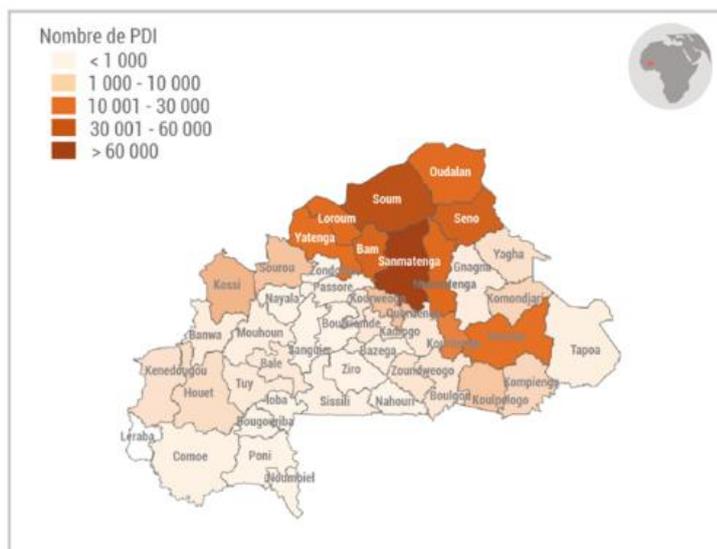
Human Rights Watch dénonce « une parodie brutale d'opération antiterroriste », accusant les FDS d'avoir exécuté 31 habitants de la ville de Djibo, le 9 avril. L'organisation renommée de défense des droits humains appelle les autorités burkinabè à « immédiatement ouvrir une enquête impartiale sur ces meurtres et tenir les responsables pour comptables de leurs actes, quel que soit leur rang ». « Ils avaient été tués par balle, certains déchiquetés par des rafales au point d'être méconnaissables », selon un témoin cité par HRW qui dit avoir perdu cinq membres de sa famille¹⁰⁰.

« Les maires et les préfets ne sont plus là, mais remplacés par les koglwéogo et les VDP. Ceux-ci donnent des informations aux FDS, qui ensuite viennent et exécutent sur base de dénonciation », explique une source anonyme. « On s'étonne de la facilité avec laquelle une personne est tuée. Il y a beaucoup de bavures car on ne parle pas avec le « suspect ». On passe directement à l'action. » Résultat : parmi ceux qui sont exécutés par les FDS, on ne retrouve que très rarement des terroristes. Ensuite, les terroristes attaquent de nouveau à leur tour pour venger les victimes. La cadence meurtrière de violence et vengeance se répète. Des exemples qui se produisent chaque semaine dans la province du Soum, la province de l'Oudalan, la Région du Centre Nord et la Région du Nord.

« En coulisses, les autorités soulignent que le pays en guerre contre le terrorisme, n'a pas d'autre option que d'employer la force pour dissuader les civils de collaborer avec l'ennemi et rassurer l'opinion publique avec des résultats chiffrés », indique ICG¹⁰¹. Dans la capitale Ouagadougou, une grande partie de la population est assez indifférente à ces souffrances, les considérant comme des dommages collatéraux¹⁰². Aujourd'hui, l'image d'une capitale bunkerisée, fermant les yeux sur ce qui se passe « en dehors de ses murs » n'est plus une caricature. Cette réalité renforce la fracture sociale et territoriale dans le pays. « Le Burkina Faso n'a pas seulement perdu le contrôle sur de grands pans de son territoire, mais également son âme. » regrette un chef de village dans la région de la Boucle du Mouhoun.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) déclare « être extrêmement alarmée par l'insécurité croissante au Burkina Faso. Le pays est confronté, pour la première fois de son histoire, à des massacres ethniques suivis de déplacements massifs à l'intérieur de ses frontières¹⁰³. » Depuis janvier 2020, il est le théâtre d'un exode de 838 000 personnes (PDI), sur une population de 19 millions, soit une augmentation de 1200% depuis janvier 2019¹⁰⁴. Selon les données gouvernementales, le nombre de PDI a atteint 560 000 en janvier 2020¹⁰⁵. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) prévoyait qu'un million de personnes pourraient être déplacées à l'intérieur du pays fin avril¹⁰⁶. Selon le NRC, « il y a très peu de coordination. Le gouvernement dit vouloir coordonner les choses, mais il est peu visible sur place, et ce que l'on voit donc, ce sont des organisations humanitaires totalement débordées, comme nous¹⁰⁷. »

Source : UNHCR



Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire pressante est passé de 1,5 million en décembre 2019 à 2,2 millions de personnes en janvier 2020, soit un burkinabè sur dix¹⁰⁸. Le gouvernement burkinabè peine à répondre aux besoins de ces populations¹⁰⁹. Refugees International souligne dans son rapport de mars 2020 que, « le Burkina Faso a profité durant des décennies de vastes programmes de développement internationaux, facilités par la coordination étroite entre l'ONU, les ONG et le gouvernement. Or, dès le début de la crise, l'Administration

Kaboré a voulu que tous les fonds d'assistance soient canalisés par ses ministères et d'autres institutions publiques. Les organisations humanitaires internationales résistant à cette demande, au lieu de secourir les populations, ont été forcées de consacrer leur temps au dialogue avec les responsables gouvernementaux¹¹⁰. » Dans certains cas, les frictions entre les groupes humanitaires et le gouvernement qui en résultent, retardent ou restreignent la fourniture d'aide.

Le chaos au Burkina Faso n'est pas un cas isolé ; le Sahel plonge inéluctablement dans un enfer orchestré par les groupes jihadistes, face auquel ni les Etats locaux ni l'intervention française ne trouvent de réponse à la hauteur des enjeux. Le gouvernement burkinabè et ses partenaires misent tous leurs efforts sur l'outil militaire pour faire face aux défis sécuritaires. Le budget de l'Etat, pour l'exercice 2020, consacre 2 518 milliards FCFA (€ 3,8 milliards) pour ses dépenses, dont 344 milliards FCFA (€ 524 millions) pour la Défense et la Sécurité, contre 323 milliards FCFA (€ 492 millions) en 2019. Pour le Développement Rural, 116 milliards FCFA (€ 177 millions) sont alloués, contre 88 milliards FCFA

(€ 134 millions) en 2019. Le budget alloué pour les élections se chiffre à 95 milliards FCFA (€ 145 millions). Le budget des dépenses de personnel sont passées de 700 milliards FCFA (€ 1,1 milliard) en 2018 à 835 milliards FCFA (€ 1,3 milliard) en 2019 et à 878 milliards FCFA (€ 1,4 milliard) en 2020¹¹¹. Or, l'opposition a interpellé l'Etat en novembre 2019, sur le fait que l'armée n'arrive pas à absorber le budget qui lui est alloué, alors que les FDS manquent de matériels de combat¹¹².

Une étude réalisée par le centre d'études sur le budget CIFOEB, en partenariat avec OXFAM et DANIDA sur l'efficacité de l'allocation des ressources publiques destinées à la défense, pointe du doigt le faible maillage du territoire national par les services de sécurité. L'engagement de construire en cinq ans 156 postes de sécurité dans les communes qui n'en disposent pas, n'a pas été tenu : seules 36 communes sur les 156 initialement prévues (soit 23 %), sont pourvues en postes de sécurité¹¹³. Afin de renforcer les forces de sécurité, une Loi pour la mobilisation des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) est adoptée le 21 janvier, stipulant que ces volontaires sont auxiliaires des FDS. Formés pendant deux semaines par l'Etat, ils sont armés, payés et bénéficient de primes et de prise en charge des soins sanitaires. Cette Loi risque d'exacerber plus encore les violences car déjà, dans les jours qui avaient suivi l'annonce du recrutement des VDP par le Président Kaboré, des exactions de Peul avaient eu lieu dans les régions du Nord¹¹⁴.

« Ce projet de recrutement de volontaires sonne comme un aveu de l'incapacité des FDS à assurer seules la sécurité du territoire », constate ICG¹¹⁵. « Etant donné que l'Etat burkinabè n'a jamais réussi jusqu'ici à assurer un encadrement satisfaisant des koglwéogo, on peut dès lors s'interroger sur la capacité de l'armée, déjà en sous-effectif, à assurer une tutelle effective des volontaires, d'autant que nombre de ces derniers seront probablement issus des koglwéogo. Au Centre-Nord du Burkina, l'engagement des koglwéogo dans la lutte antiterroriste a paradoxalement été l'un des principaux moteurs des insurrections jihadistes depuis début 2019 ». L'Etat espère recruter des milliers de volontaires. Chaque groupe de VDP bénéficie d'un appui financier mensuel de l'Etat à hauteur de 200 000 FCFA (300€) pour son fonctionnement, ce qui constitue un montant élevé compte tenu de la situation extrêmement précaire que traverse le pays actuellement¹¹⁶.

L'un des plus récents massacres de Peul, perpétré le 8 mars 2020, survient dans le contexte de cette nouvelle loi qui autorise le recrutement de Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) à des fins militaires¹¹⁷. Amnesty International confirme l'implication des milices civiles dans ce massacre, officiellement intégrés dans le dispositif sécuritaire de l'Etat¹¹⁸. Témoignages à l'appui, l'ONG établit que l'assassinat d'au moins 43 civils de l'ethnie peul dans trois villages de la province du Yatenga, dans le Nord, était l'œuvre de koglwéogo et des VDP. Arrivant en grand nombre à moto le 8 mars 2020, tôt à 5h30 le matin à Dinguila-Peul, Barga et Romdalla-Peul, ils ont incendié les habitations et ont tué en grand nombre. Appelés pour secourir la population, les FDS ne sont arrivées sur place que l'après-midi quand les villages étaient déjà brûlés. Le gouvernement ne mentionne pas dans son communiqué ni les koglwéogo ni les VDP comme assaillants mais évoque « des hommes armés non identifiés », terme souvent utilisé pour les terroristes.

Le CISC déclare officiellement l'Etat burkinabè complice de nettoyage ethnique et de crime contre l'humanité car il refuse de reconnaître les koglwéogo et les VDP armés par l'Etat burkinabè, comme auteurs de ces crimes à Dinguila-Peul, Barga et Romdalla-Peul¹¹⁹. L'opposition exige une enquête indépendante. Afin que les atrocités de ces VDP ne contribuent pas à faciliter le recrutement des réseaux terroristes, comme c'est souvent le cas après de nombreuses interventions des koglwéogo, le ministre de la Défense, Moumina Cheriff Sy, assure que les recrutements de VDP seront suivis d'une enquête de moralité¹²⁰.

Cet appel aux volontaires rappelle la mobilisation citoyenne de 1983-1987, quand les Comités pour la Défense de la Révolution (CDR) furent créés. Ces milices omniprésentes et armées, avaient pour mission de dénoncer toute personne jugée antirévolutionnaire, d'inspecter le travail des fonctionnaires, et de veiller à l'implication de chacun dans les champs¹²¹. Les CDR furent accusés d'abuser de méthodes brutales et violentes, et de règlements de compte. Leurs actions répressives marquèrent durablement les populations¹²². La militarisation croissante sonna le glas d'une révolution intègre.



Le recrutement de VDP ne doit pas donner lieu à la création de milices politiques ou communautaires hors du contrôle de l'Etat, ce qui, selon l'opposition, pourrait ouvrir les portes d'une guerre civile au Burkina Faso¹²³. L'opposition affirme ne pas être contre cette initiative de recrutement de volontaires mais elle s'interroge sur le besoin de recruter des volontaires plutôt que des militaires à plein temps, comme par exemple les réservistes et les FDS à la retraite ou ceux qui sont dans les missions onusiennes. *« Même si le Décret n'est pas encore opérationnel, tout le monde sait que les VDP sont déjà actifs. Ils ont à leur disposition des équipements militaires importants. Les milices sont prêtes à s'en prendre aux populations et ils ne le cachent plus »*, dit un acteur de la société civile. *« Par ailleurs, des leaders politiques ont infiltré les koglwéogo. Ces derniers sont devenus plus importants et ils opèrent de plus en plus ensemble, avec les FDS sur le terrain. C'est très alarmant ce qui se passe. »*

Le renforcement des FDS et des koglwéogo par des VDP aurait également un objectif caché, selon de nombreux observateurs : sécuriser les élections en 2020. Selon ICG, une réunion au ministère de la sécurité s'est tenue en juillet 2019, pour discuter la contribution des koglwéogo à la sécurisation du scrutin de 2020. *« La Loi du 21 janvier, portant l'institution de VDP semble en réalité entériner ce qui existe discrètement déjà, à savoir, l'armement, l'équipement et le financement des Koglwéogo¹²⁴ »*. Selon une source anonyme, basé à Djibo, le recrutement des VDP dans le Nord n'a pas véritablement commencé car l'Etat ne veut pas faire recours à des volontaires peul et il ne sait pas comment contourner cette épineuse question.

Le climat social a tellement dégénéré au Burkina Faso, qu'il semble aujourd'hui impensable qu'un groupement de VDP comporte, à la fois, des Mossi et des Peul ; le 3 mai vers 10h, les VDP de Namissiguima, Province du Yatenga, massacrent neuf Peul qui étaient aux puits de Boulsi Baogo en train d'abreuver leurs animaux. Il s'agit de Michailou Dicko, Ibrahim Dicko, Moussa Dicko, Oumarou Hall, Issa Boly, Ousmane Sita, Hassane Sondé, Hamadoum Dicko et Idrissa Dicko. Les VDP qui ont été reconnus par ceux qui ont pu échapper sont : Zato Sawadogo, Nazilguiba Bamago, Yoro Ouédraogo, Yembila Bamogo, Tasséré Sawadogo, Francis Sawadogo, Monré Ouédraogo, Prospère Sawadogo, Moumouni Sawadogo et Pascal Sawadogo. Ils sont arrivés sur sept motos, armés de kalachnikov et ont exécuté les éleveurs au bord du puit.

Des plaidoyers ont été faits par des ONG à plusieurs reprises auprès des ambassades à Ouagadougou, en leur demandant de faire pression sur le gouvernement burkinabè afin que les atrocités et leur impunité cessent. Leur silence, -même s'ils se disent « en aparté » être inquiets face à ce phénomène - est un atout pour les groupes terroristes car elle renforce, davantage encore, le ressentiment d'une partie des populations qui considère être opprimée par son propre Etat prétendument instrumentalisé par les puissances occidentales, notamment la France. Le ressentiment contre les troupes étrangères présentes au Burkina Faso augmente¹²⁵.

Détenus morts à la gendarmerie de Tanwalbougou, le 12 mai 2020



« Des suspects retrouvés morts quelques heures seulement après avoir été placés en garde à vue lors d'opérations de lutte antiterroriste, ceci est manifestement le signe d'un acte criminel. » HRW exige des autorités de suspendre de ses fonctions le commandant de

gendarmerie sous la garde duquel douze détenus sont décédés à Tanwalbougou, à 50 km de Fada, suite à l'exécution arbitraire de ces civils, le 12 mai¹²⁶. « *Mon arrivée le jour du marché a coïncidé avec l'arrivée des soldats et de quelques VDF* », a relaté un témoin. « *Tous avaient des armes automatiques.* » « *Dès l'arrivée des soldats, nous sommes partis en courant. C'était une chasse à l'homme... ils arrêtaient tous les Peul qu'ils voyaient.* » Tous les douze hommes, appartenaient à l'ethnie peul, dont un septuagénaire. « *L'état de leur corps indique qu'ils ont subi un sort terrible* », a témoigné un autre.

« Les Etats-Unis sont préoccupés par les allégations formulées par les organisations de la société civile burkinabè et les journalistes concernant la mort de 12 personnes en garde à vue près de Fada le 12 mai, notamment des informations selon lesquelles ces personnes auraient été torturées et tuées pendant leur détention. Nous saluons l'engagement du procureur de Fada à enquêter sur cet incident comme une étape vers la punition des auteurs », communique l'Ambassade américaine à Ouagadougou. La déclaration du procureur du Faso¹²⁷ du 27 mai 2020, près le Tribunal de Grande Instance de Fada N'Gourma sur le dossier Tanwalbougou, indique « *qu'aucune trace n'est visible sur les douze (12) corps, ni de lésions d'allure traumatiques ni de saignement sur les corps ont été constatés. Les résultats des enquêtes ne permettent pas de déterminer les causes exactes de ces décès d'où la nécessité d'envisager des investigations plus approfondies qui sont toujours possible.* » Les douze corps ont été inhumés le 14 mai.

La recrudescence d'attaques dans le centre et le nord du pays et l'expansion des groupes armés islamistes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIG) semblent être tout à la fois le résultat et en même temps la cause de la violence meurtrière exercée par les FDS et leurs appuis, les koglwéogo et les VDP. Et vice-versa car l'année 2020 a commencé avec un bilan lourd d'au moins 90 civils tués lors de trois attaques perpétrées par des terroristes entre le 17 et 25 janvier dans les villages Rofénèga, Nagraogo et Silgadji. D'après les témoins interrogés, les groupes armés semblaient prendre pour cible les hommes adultes sur la base de leur ethnicité : pratiquement aucune des victimes n'était peul, selon HRW qui a mené une enquête sur ces massacres¹²⁸. Au Burkina Faso aujourd'hui, « la mort signe avec un tampon ethnique ».

Tout un symbole : les réfugiés maliens au Burkina Faso veulent rentrer dans leur pays. Entre avril 2015 et mai 2020, au moins 1 219 civils furent tués par les terroristes et au moins 925 par les forces de sécurité (588 par les FDS et 337 par les koglwéogo et les VDP). *"Il n'est pas possible de régler la situation en tuant tout le monde. La situation est hors de contrôle"*, estime un responsable du Département américain de la défense, sous couvert d'anonymat¹²⁹. Le Centre de recherche et d'alerte de génocide en mémoire de la Shoah, USHMM, désigne le Burkina Faso comme le pays le plus à risque au monde, susceptible de connaître une telle tragédie en 2020¹³⁰. Les autorités burkinabè persistent néanmoins à blâmer des mains invisibles, notamment de l'ancien homme fort de l'Afrique de l'Ouest, Blaise Compaoré.

Alors que le Burkina Faso est à un tournant de son histoire, la plupart de ses dirigeants sont trop préoccupés par les enjeux politiques de court terme et notamment par les échéances électorales de novembre 2020, conclut ICG dans son dernier rapport de février 2020 intitulé « Burkina Faso, sortir de la spirale des violences. »

Quant aux 20 000 réfugiés maliens au Burkina, nombre d'entre eux trop inquiets par la forte dégradation du climat social et sécuritaire, ont décidé de rentrer au Mali, une fois que les restrictions liées à la lutte contre le Covid-19 seront assouplies¹³¹

VII. Bilan des Actes Terroristes et des Violences au Burkina Faso

4 Avril 2015 - 31 Mai 2020

En cinq ans, le pays a subi au minimum **580 attaques par des jihadistes** dont la grande majorité ont eu lieu en 2019 et 2020. Ces 580 attaques ont été confirmées par plusieurs sources à la fois, parmi lesquelles le gouvernement burkinabè, les médias et les ONG. De nombreux autres incidents ont été rapportés dans les médias et sur les réseaux sociaux, ce qui laisse supposer que le nombre total d'attaques commises pendant cette période est vraisemblablement bien plus élevé.

Des 580 attaques terroristes, au moins 221 attaques ont été menées **contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), tuant 436 FDS, Koglwéogo et VDP inclus**, et blessant 310 autres.

Au moins 359 attaques terroristes ont été dirigées contre des **cibles civils**, causant **la mort de 1 219 civils dont presque la moitié, 595 personnes, par assassinat ciblé** et blessant au moins 349 autres citoyens. En outre, on a dénombré **76 cas d'enlèvement**, totalisant **181 victimes**.

En résumé, lors de ces 580 attaques commises entre le 4 avril 2015 et le 31 mai 2020 par les terroristes, **au moins 1 655 personnes (FDS et civils) ont été tuées et 659 personnes blessées**. De ces 580 attaques, au moins 45 attaques ont été effectuées à l'aide d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), **visant presque dans la totalité des cas les FDS**.

Le nombre de meurtres a également augmenté à cause des **exactions commises par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les forces paramilitaires - Koglwéogo et VDP-** ayant tué selon les différentes enquêtes d'ONG (ACLED, HRW, CISCS et MBDHP entre autres) et les médias, arbitrairement, au moins **925 civils depuis 2018 à ce jour**. Le 26 mai 2020, sept (**07**) civils furent **torturés, à mort, par les VDP**.

Les **FDS**, sont accusées d'avoir commis pendant cette période **588 exactions arbitraires**, documentées par différentes ONG – HRW, MBDHP et CISC. La très grande majorité de ces civils tués par les FDS appartient à la **communauté peul**.

Des milices paramilitaires-**Koglwéogo et VDP-**, officiellement intégrées dans le dispositif sécuritaire respectivement par Décret en 2016 et en 2020, ont tué **au moins 337 civils** depuis le massacre de Yirgou, début janvier 2020 à ce jour dont la très grande majorité sont des civils peul. Le dernier massacre de grande échelle en date, perpétré par des milices Koglwéogo et des VDP, a eu lieu le 8 mars 2020 dans la province du Yatenga où des milices Koglwéogo ont assassiné 43 Peul à Dingoula-Peulh, Barga et Romdolla-Peulh. Les maisons, les plantations et leurs biens furent incendiés.

En résumé, entre 2015 et 2020, plus de **2 144 civils ont péri à cause de la violence meurtrière** qui a enflammé le Burkina Faso : 1 219 furent tués par les terroristes et 925 par les forces sécuritaires dont 337 par les milices Koglwéogo et les VDP, et 588 civils furent exécutés arbitrairement par des FDS, selon les accusations des ONG des droits de l'Homme.

Début mars 2020, **2 500 établissements scolaires étaient fermés**, du fait de l'insécurité et d'attaques au Burkina Faso, selon le Ministère de l'Éducation (MENAPLN), **privant 350 000 enfants d'éducation** et mettant plus de **11 200 enseignants au chômage**.¹³² Le MENAPLN signale que selon les chiffres disponibles fin avril 2020, au moins **222 enseignants avaient été « victimes d'attaques terroristes »**, dont douze furent assassinés selon HRW¹³³. Si la violence perpétrée lors des attaques d'écoles n'a pas ciblé directement les élèves, au moins un élève a été tué et un autre blessé, par des balles perdues

lors de ces attaques. Des centaines d'enseignants se sont enfuis et compte aujourd'hui parmi les déplacés internes (PDI).

Depuis 2019, le nombre de personnes déplacées internes du fait du conflit a explosé, passant de 87 000 en janvier 2019 à **848 329, le 22 avril 2020, d'après l'ONU**. Le 5 mai dernier, l'ONU a tiré la sonnette d'alarme sur le **risque de famine au Burkina Faso**. Le PAM craint des émeutes civiles si le problème n'est pas réglé en amont¹³⁴.

A l'Est, la zone des parcs et réserves naturelles est de plus en plus, contrôlée, par les groupes jihadistes ; sur 13 aires protégées, quatre seulement ne sont pas encore investies par les terroristes. Le Parc W a été l'une des dernières aires protégées à être investies, en mars dernier, après les réserves de Pama et le parc d'Arly, un des plus grands parcs naturels d'Afrique, et qui étaient déjà sous leur contrôle. Ils s'installent à l'intérieur, tuent des forestiers et accueillent les pasteurs avec leur bétail. L'implantation des terroristes dans ces immenses réserves naturelles n'est pas seulement un danger sécuritaire pour le Burkina, le Niger et le Bénin voisins, mais également une menace grave pour les centaines d'espèces de mammifères, de reptiles et d'amphibiens. Les Forces de Défense et de Sécurité burkinabè restent pourtant immobiles face à ce danger¹³⁵.

En résumé, par année

En 2020, du 1er janvier jusqu'au 31 mai :

TOTAL ATTAQUES TERRORISTES : 173

ATTAQUES CONTRE FDS : 62

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 111

TOTAL MORTS CAUSES PAR DES ATTAQUES TERRORISTES : 628

163 FDS + 465 CIVILS

TOTAL BLESSES CAUSES PAR DES ATTAQUES TERRORISTES : 185

88 FDS + 97 CIVILS

OPERATIONS TERRORISTES

ASSASSINAT CIBLE : 305

ENLEVEMENTS : 28

ATTAQUES PAR EEI : 15

ATTAQUES D'ECOLES : 16

74 PERSONNES ENLEVEES

En 2019 :

TOTAL ATTAQUES TERRORISTES : 224

ATTAQUES CONTRE FDS : 83

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 141

TOTAL MORTS DÛS AUX ATTAQUES TERRORISTES : 765

167 FDS + 598 CIVILS

TOTAL BLESSES DÛS AUX ATTAQUES TERRORISTES : 226

84 FDS + 142 CIVILS

OPERATIONS TERRORISTES

ASSASSINAT CIBLE : 193

ENLEVEMENTS : 19

ATTAQUES PAR EEI : 17

ATTAQUES D'ECOLES : 07

54 PERSONNES ENLEVEES

En 2018 :

TOTAL ATTAQUES TERRORISTES : 93

ATTAQUES CONTRE FDS : 41

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 52

TOTAL MORTS : 113

70 FDS + 43 CIVILS

TOTAL BLESSES : 119

111 FDS + 08 CIVILS

OPERATIONS TERRORISTES EN 2018

OPERATIONS D'ASSASSINAT CIBLE : 57

ENLEVEMENTS : 20

38 PERSONNES ENLEVEES

ATTAQUES PAR EEI : 10

ATTAQUES ECOLES : 07

En 2017 :

TOTAL ATTAQUES TERRORISTES : 72

ATTAQUES CONTRE FDS : 27

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 45

TOTAL MORTS : 81

11 FDS + 70 CIVILS

TOTAL BLESSES : 41

19 FDS + 22 CIVILS

OPERATIONS TERRORISTES

OPERATIONS D'ASSASSINAT CIBLE : 29

ENLEVEMENTS : 07

12 PERSONNES ENLEVEES

ATTAQUES PAR EEI : 03

ATTAQUES ECOLES : 07

En 2016 :

ATTAQUES TERRORISTES : 15

ATTAQUES CONTRE FDS : 06

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 09

TOTAL MORTS : 63

21 FDS + 42 CIVILS

TOTAL BLESSES : 86

07 FDS + 79 CIVILS

OPERATIONS TERRORISTES

OPERATIONS D'ASSASSINAT CIBLE : 09

ENLEVEMENT : 01

02 PERSONNES ENLEVEES

En 2015 :

TOTAL ATTAQUES TERRORISTES : 03

ATTAQUES CONTRE FDS : 02

ATTAQUES CONTRE AUTRES QUE FDS : 01

TOTAL MORTS : 05

04 FDS + 01 CIVIL

TOTAL BLESSES : 02

01 FDS + 01 CIVIL

OPERATION D'ASSASSINAT CIBLE : 02

ENLEVEMENT : 01

01 PERSONNE ENLEVEE

Conclusions

Qui sont ces terroristes au Burkina Faso ?

La crise politique et socio-économique dans laquelle le pays s'enfonce après la chute du régime de Blaise Compaoré, favorise l'installation de jihadistes déjà présents depuis 2012 au Mali et Niger voisins. Ces groupes armés s'installent en 2015 dans la région septentrionale du Burkina Faso. Mais à partir de 2017, les combattants sont quasiment tous burkinabè.

La composition de ces groupes est extrêmement hétéroclite mais leur ennemi est le même : l'Etat, sous toutes ses formes. Il s'agit souvent d'hommes en quête de vengeance contre l'Etat, suite aux violences commises contre leur communauté, notamment les Peuls, ou pour des injustices foncières. D'autres les rejoignent en quête de protection, ou convaincu que les jihadistes disent vrai : « l'Etat est pourri ». Il s'agit donc d'une insurrection contre l'Etat. La religion ne joue pas un grand rôle dans ce combat, ce qui rend encore plus complexe l'identification des voies de sortie de crise à ce conflit.

Entre avril 2015 et mai 2020, les groupes terroristes ont mené au moins 580 attaques ciblant surtout l'armée, des commissariats de police, des milices avec lesquelles l'Etat coopère, des écoles, des mairies, et tous ceux qui collaborent avec l'Etat. La moitié des 1 219 civils qui furent tués par les terroristes, sont des victimes d'assassinats ciblés du fait de leur collaboration multiforme avec l'Etat. Ces attaques sont rarement revendiquées.

Les massacres à grande échelle de Peul, commis par les milices proches de l'Etat et les FDS, qui sont restés impunis, font le jeu des terroristes qui recrutent plus aisément auprès de cette communauté meurtrie. La présence de combattants féminins parmi les terroristes est pour la première fois constatée en avril 2020, lors de l'attaque du village Bouloye, près de Dori.

Pourquoi les attaques des terroristes à partir de 2019 sont beaucoup plus sanglantes contre les populations civiles ?

En 2019, suite aux massacres de Peul à Yirgou et à Arbinda par des milices civiles, les attaques terroristes deviennent, en représailles, plus meurtrières envers des civils. L'une des attaques les plus sanglantes menées par eux contre des civils a eu lieu à Silgadji, où 39 hommes ont été abattus en janvier 2020. Les terroristes accusaient les villageois de chercher le soutien de l'armée pour former une milice civile. Cette hostilité contre les populations civiles s'est amplifiée avec la création des Volontaires pour la Patrie, qui viennent renforcer les milices koglwéogo qui bénéficiaient déjà de la bienveillance de l'Etat.

L'augmentation soudaine de cibles civiles dans le Sahel et le Centre-Nord pourrait également s'expliquer par le fait que l'EIGS, qui opérait dans l'Oudalan et l'Est du Burkina Faso, commençait désormais à s'y implanter. Or, l'EIGS, au contraire des autres groupes terroristes, prend également pour cible des civils innocents.

Les terroristes cherchent-ils à prendre le pouvoir ?

Ils n'ont pas pour objectif de prendre le pouvoir à Ouagadougou, vu leur modus operandi. Ces combattants cherchent le changement du système et de l'ordre établis. Ils recherchent des zones où ils peuvent bénéficier d'une certaine autonomie et de la reconnaissance des populations. Les groupes terroristes ont compris qu'il fallait tout faire pour ne pas s'aliéner ces populations délaissées par l'Etat.

Ils ont mis en œuvre cette astuce à Djibo. Ce chef-lieu de la province du Soum fut coupé, fin mars 2020, du reste du pays pendant trois semaines, suite à un blocus imposé par des groupes terroristes. En pénurie de vivres et de médicaments, les Djibolais se sont sentis alors abandonnés par l'Etat qui restait longtemps inactif face à cette situation. Les terroristes mènent chaque fois l'Etat dans une situation délicate, provoquant la perte de contrôle de grands pans de son territoire, ainsi que la perte de confiance des populations qui y habitent.

Quelles sont les actions du gouvernement burkinabè pour lutter contre le terrorisme ?

Le régime du Président Roch Kaboré appréhendait dans un premier temps ces attaques terroristes, comme des tentatives de déstabilisation venant du CDP, l'ancien parti au pouvoir. De ce fait, il a donné aux FDS, des moyens plus aptes à la lutte contre la déstabilisation que contre des attentats terroristes, et la gendarmerie est renforcée au détriment de l'armée, qui fut entièrement réorganisée en 2016.

Par ailleurs, l'Etat ne répond aux attaques qu'avec l'utilisation du seul outil militaire. Or la crise est endogène et multi-dimensionnelle - sécuritaire, régaliennne, politique et socio-économique. Face à la multiplication des attaques terroristes sur l'ensemble du territoire, les autorités surenchérent, en activant une réponse paramilitaire, autonomisant les milices civiles en régularisant les VDP, des civils armés sans formation ni contrôle gouvernemental adéquats.

Ces VDP sont souvent issus des milices koglwéogo ou parrainés par ces derniers. Les koglwéogo bénéficient d'un soutien solide des autorités. Ils ont même contribué à sécuriser, les élections sous la transition de 2014-2015. Depuis 2016, ils sont officiellement intégrés dans le dispositif de police de proximité. Et certains vont alors jusqu'à considérer les VDP et les koglwéogo comme le bras armé du parti au pouvoir, le MPP.

Pourquoi les FDS ne semblent pas en mesure de répondre au défi terroriste ?

Les FDS sont affaiblies par leur réorganisation et par les faibles moyens dont elles disposent. Leur moral est aussi lourdement affecté par le taux élevé de FDS tués par les terroristes : plus de 400 morts et 300 blessés entre avril 2015 et mai 2020, sur environ 15 000 militaires que compte l'Armée burkinabè.

Chaque attaque terroriste met en exergue des dysfonctionnements au sein du ministère de la Défense. Ce ministère fut géré d'abord par le Président Roch lui-même, au début de son mandat, puis ensuite par deux proches du Président, dont le premier fut l'ancien directeur du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou. Son successeur et actuel ministre de la Défense est un journaliste. La création d'unités spéciales issues de la gendarmerie chargée de la lutte anti-terroriste a aggravé la division entre les différentes unités des FDS.

Pourtant le Burkina Faso était de 2009 à 2014, le quatrième pourvoyeur de troupes pour les opérations de maintien de la paix sur le continent africain, participant à des bataillons conjoints ONU-UA au Darfour et au Mali. Alors que le Nigeria et le Sénégal constituaient les principales forces de maintien de la paix, les troupes Burkinabé avaient retenu l'attention de la communauté internationale par leur professionnalisme et leur discipline, méritant les éloges en août 2014 de John Kerry, alors Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Cette brusque perte de capacités opérationnelles et de performances des FDS ne peut être imputée qu'aux décisions des autorités de la Transition (2014-2015) et du régime actuel. Aujourd'hui, les failles dans la stratégie militaire antiterroriste du Burkina Faso résultent de décisions politiques plutôt que militaires. Elles résultent notamment de la dissolution le 6 octobre 2016, du RSP, le corps d'élite et source très appréciée de renseignements à l'intérieur et dans la sous-région.

Enfin, le fait que les FDS et l'Administration se soient progressivement retirées à partir de 2017, de leurs positions dans plusieurs provinces du Burkina Faso à cause de l'insécurité, a particulièrement accru les moyens de frappe et la liberté de mouvement des groupes terroristes.

Pourquoi la lutte antiterroriste menée par les FDS est considérée contreproductive ?

La violence meurtrière a explosé au Burkina Faso à cause des 588 exactions arbitraires commises entre janvier 2018 et mai 2020 par les FDS et documentées par plusieurs ONG – ACLED, CISC, HRW, ICG, MBDHP et ODDH- entre autres. La très grande majorité des civils tués par des FDS appartient à la communauté peul. Des FDS les exécutent souvent sur la base de simples dénonciations par les VDP ou les koglwéogo, sans enquête sérieuse sur la personne incriminée. Dans certains cas, ils exécutent des hommes Peul choisis « au hasard » dans une ville ou village car selon certains extrémistes en leur sein, il vaut mieux tuer des Peul avant qu'ils ne deviennent des terroristes. Souvent, ces civils exécutés arbitrairement sur le champ, font grossir les statistiques officielles des terroristes abattus, un élément important pour l'opinion publique nationale et le moral de l'Armée.

Malheureusement, des terroristes ne se trouvent que très rarement parmi ces victimes innocentes non armées, abattues sans aucune vérification de leurs pièces d'identité. Ces exécutions ont pour conséquences de grossir davantage les rangs des terroristes, par ceux qui veulent se venger de l'Etat, ou tout simplement pour sauver leur vie qu'ils estiment mieux protégée dans le camp d'en face. En laissant tous ces crimes impunis, ils en concluent que les FDS bénéficient donc, de la complicité silencieuse de l'Etat.

Mais tout le monde n'approuve pas ces graves violations des droits de l'homme. Depuis plusieurs mois, les militaires font état de nombreuses désertions au sein de l'Armée, et la recrudescence de ce phénomène, l'État-Major a suspendu tous les départs volontaires.

Quel est le sort réservé à la communauté peul au Burkina Faso d'aujourd'hui ?

La situation à l'intérieur du pays comme au sein de l'armée s'aggrave, à partir de 2020, dans un contexte chaotique déjà très tendu. De plus en plus, les FDS, koglwéogo et VDP opèrent ensemble, dans des interventions violentes auprès des Peul, comme en témoignent les 31 exécutions arbitraires du 9 avril 2020, à Djibo, où les FDS étaient accompagnées par des koglwéogo et par des Volontaires. Cette opération, qui aurait été menée par le GFAT confirme, une nouvelle fois, que les Peul sont automatiquement assimilés aux terroristes.

La crainte d'un futur génocide des Peul est nourrie par les 925 exécutions arbitraires de Peul, dont au moins 337 ont été commises entre janvier 2019 et le 31 mai 2020 par des milices civiles, koglwéogo et VDP. Ces assassinats sont documentés par plusieurs ONG – ACLED, CISC, HRW, MBDP et ODDH-. Le massacre des 210 Peul dans le village de Yirgou et ses environs par les koglwéogo pendant 3 jours sans que les FDS, bien qu'informées, n'interviennent, fut d'une ampleur inégalée jusqu'alors. Les coupables étaient connus, mais la justice tarde à être rendue.

Qu'entreprend l'Etat pour protéger ses citoyens des violations graves des droits de l'homme par des FDS et des milices ?

Les abus perpétrés par tous les groupes armés dans le conflit en cours au Burkina Faso sont restés largement impunis. Toutefois, il y a une différence entre le fait que l'Etat ne puisse pas traiter les dossiers d'environ 700 terroristes présumés détenus dans les prisons burkinabè, et son inaction et son silence concernant les exécutions sommaires commises les FDS, car ceux-ci relèvent de sa responsabilité. Cette impunité a encouragé des FDS, koglwéogo et VDP à poursuivre les massacres contre les Peul, en dépit des multiples interpellations d'organisations des droits de l'homme et de l'ONU.

Des FDS et des milices laissent à l'abandon les corps parfois en pleine décomposition. Ces pratiques érigées en méthodes de lutte contre le terrorisme ont contribué à banaliser la vie humaine.

Compte tenu de l'ampleur des meurtres ethniques, risquons-nous de vivre une répétition du scénario Rwanda ?

Selon certains observateurs, dont l'USHMM, nous sommes en train de revenir à une situation qui prévalait au Rwanda au début des années 1990. Au Burkina Faso, on brûle des hameaux peul et on tue leurs habitants mâles. Des notables de la communauté peul n'ayant aucun lien avec le terrorisme sont assassinés par des escadrons de la mort. Des villages peuls sont incendiés afin qu'ils ne constituent pas un refuge pour les terroristes. Des villageois sont forcés à fuir, devenant des PDI dont le nombre croissant est périodiquement publié par l'ONU et divers organismes travaillant dans l'humanitaire.

Le silence de l'Etat, ainsi que celui de la communauté internationale sont très inquiétants car des scènes d'une barbarie effroyable se sont déroulées, à multiples reprises, sans que les populations attaquées ne bénéficient d'un quelconque secours. Ces événements se sont reproduits à Yirgou, Arbinda, Kain-Ouro, Nagaré, Natiembouri, Foutouri, Kelbo, Kantari, Nadiaboanli, Dablo, Gondékoubé, Zimtenga, Salmossi, Ouragou-Boungou, Hallalé, Nagraogo, Alamou, et dans bien d'autres localités.

Les victimes Peul sont toujours plus nombreuses. Même quand les autorités sont alertées, ce n'est qu'une fois le massacre commis que les FDS arrivent sur les lieux du drame, accompagnées ou suivies d'une délégation gouvernementale. Sitôt l'inhumation des victimes terminées, les FDS repartent, laissant les familles des victimes face à leurs bourreaux, koglwéogo et VDP.

Entretemps, l'opinion publique burkinabè reste indifférente. Les organisations de droits de l'homme sont perçues comme des acolytes des terroristes. Le secrétaire général du CISC, Dr. Daouda Diallo a reçu des menaces de mort. L'USHMM a donc malheureusement raison, le Burkina Faso est devenu un terrain fertile pour un génocide. Les Ouagalais « bunkerisés » dans la capitale le néglige, autant que les autorités installées au palais présidentiel de Kosyam, mais personne n'est dupe. Tout le monde est au courant, les chancelleries comprises.

Que peuvent faire les partenaires du Burkina Faso ?

En vertu d'une loi burkinabè adoptée en mai 2018, toute personne qui en temps de paix, participe en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation des forces armées de nature à nuire à la défense nationale, est punie d'un à dix ans de prison. Les journalistes ne peuvent donc plus écrire sur l'état du moral des troupes ou sur des faits concernant l'Armée. Seules quelques ONG de défense des droits humains le font avec persévérance.

Il ne reste que les chancelleries pour interpellier l'Etat burkinabè. Aujourd'hui, leur omerta perdure malheureusement. La seule question qui les préoccupe est semble-t-il, l'impact de la situation sur les pays limitrophes côtiers, si le Burkina Faso s'effondrait. Beaucoup d'entre elles estiment d'ailleurs ce risque réel. De surcroît, le Burkina Faso organisera des élections législatives et présidentielles en novembre 2020, dont les résultats, s'ils étaient contestés, pourraient déstabiliser davantage le pays. Le rôle que pourrait tenir les VDP et les koglwéogo, considérés comme le bras armé du parti au pouvoir, le MPP, font craindre des incidents, susceptibles d'impacter le climat politique déjà tendu.

Recommandations

- Au niveau national, compte tenu de la profonde crise multidimensionnelle dans laquelle le pays est plongé, les leaders politiques, coutumiers, religieux et d'opinion, devraient appuyer activement les initiatives de réconciliation et de paix sociale telles que l'Appel de Manéga.

Au niveau local, des comités de réconciliation devraient être mis en place pour restaurer la confiance et le dialogue intercommunautaire.

- Les chefs coutumiers, les leaders religieux et d'opinion devraient interpeller les médias ainsi que les bloggeurs sur les réseaux sociaux afin qu'ils s'abstiennent de messages qui appellent à la haine et à la violence intercommunautaires.
- L'Etat devrait octroyer aux FDS les moyens et les équipements nécessaires pour lutter efficacement contre les attaques terroristes.
- Les partenaires internationaux devraient rompre leur silence et publiquement exprimer l'Etat burkinabè leurs graves préoccupations au sujet des exactions arbitraires commises par des FDS, des VDP et par des milices koglwéogo et restées impunes.
- L'Etat devrait demander des comptes à ses FDS et veiller à ce qu'elles agissent dans le strict respect de la loi.
- L'Etat devrait interdire les milices civiles et les VDP ou, à défaut, fortement renforcer leur encadrement.
- Les partenaires internationaux devraient s'abstenir de financer les unités de FDS burkinabè ayant commis de graves violations des droits de l'homme.
- La CEDEAO devrait soutenir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria dans la recherche de solutions et d'une approche holistique à l'échelle régionale, afin que les attaques terroristes cessent dans l'ensemble de ces pays membres y compris, si nécessaire, à travers un dialogue avec les groupes jihadistes.

Abréviations & Acronymes

ACLED: Armed Conflict Location & Event Data Project

ADP: Alliance pour la Défense de la Patrie, ONG burkinabè

AQMI: Al-Qaïda au Magreb Islamique

ASCE-LC: Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption

BARKHANE : Opération militaire française pour lutter contre les groupes armés au Sahel, depuis 2014. Elle est composée par 5100 militaires française dont la grande majorité de légionnaires et plus de 800 véhicules dont blindés, hélicoptères, avions de chasse et de transport et drones. Barkhane est la suite de l'opération Serval menée en 2013.

BSLAT: Brigade spéciale d'investigation antiterroriste

B.T. : Brigade Territoriale

CDP : Congrès pour la Démocratie et le Progrès

CDR : Comités pour la Défense de la Révolution

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEG : Collège d'enseignement général

CESA : Centre d'études stratégiques de l'Afrique

CHR : Centre hospitalier régional

CIFIOEB : Centre d'information, de formation et d'étude sur le budget

CISC : Collectif contre l'Impunité et la Stigmatisation des Communautés

CMA : Centre Médical avec Antenne Chirurgicale

CNT : Conseil National de Transition

CONCESSION : Un terrain à usage d'habitation regroupant dans une enceinte des maisons aux fonctions diversifiées

CVD : Conseiller Villageois de Développement

DANIDA : L'Agence danoise pour le développement international

EIAO : Etat Islamique en Afrique de l'Ouest

EIGS : Etat Islamique dans le Grand Sahara

FC-G5S : FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

FLM : Front de Libération du Macina

GCA : Groupement Central des Armes

GFAT : Groupement des forces armées antiterroriste

GRIP : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité

GSIM : Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans ou JNIM

HCDH : Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

HRW: Human Rights Watch

ICG: International Crisis Group

IE : Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique

INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie

JNIM : Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen - *en français* le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

MBDHP : Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples

MPP : Mouvement du Peuple pour le Progrès

ODDH : Observatoire pour la Démocratie et les Droits de l'Homme

OXFAM : *Oxford Committee for Famine Relief* est une confédération composée de vingt organisations indépendantes de même sensibilité qui agissent « contre les injustices et la pauvreté ». Elles travaillent ensemble et en collaboration avec des partenaires locaux répartis dans près de cent pays.

PAM : Programme d'Alimentation mondiale des Nations Unies

PDI : Personnes déplacées internes

PUS : Plan d'Urgence pour le Sahel

RSP : Régiment de sécurité présidentielle

SERVAL : opération militaire menée par l'armée française au Mali, du 11 janvier 2013 au 1^{er} août 2014, ayant comme cible Ansar Dine, MUJAO et l'AQMI

SIAO : Salon International d'Artisanat de Ouagadougou

USHMM : United States Holocaust Memorial

VDP : Volontaires pour la Défense de la Patrie

Sources & Notes

1. <https://www.ushmm.org/genocide-prevention/blog/survey-results-burkina-faso-tops-risk-list-for-mass-killing-in-2020>
2. <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>
3. L'indice Global Peace qui évalue le degré de tensions sociales et l'absence de violences au sein de 163 pays, classa le Burkina Faso parmi les 5 meilleurs pays africains de 2008 à 2014. Le classement du pays s'effondra, passant de 48ème en 2014 à 88ème en 2016 et à 104 en 2019. www.visionofhumanity.org
4. <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/>
<https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/linsecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html>
5. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
6. Le Sahel et la contagion libyenne, par Mathieu Pellerin, dans Politique étrangère 2012/4, <https://www.thenewhumanitarian.org/content/about-us>
7. <https://www.aprm-au.org/publications/country-review-report-no-9-burkina-faso-2/>
8. <http://www.reuters.com/article/us-mali-violence-idUSKCN10121C> <https://issafrica.org/iss-today/west-africa-after-compaore#FR>
<http://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/burkina-faso-punches-above-its-weight>
9. <https://maliactu.net/mali-bientot-un-nouveau-bataillon-du-burkina-faso-pour-renforcer-la-minusma/>
<https://www.blaisecompaore.com/politique-exterieure/>
10. <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/01/11/une-dizaine-de-nuances-de-kaki-les-operations-contre-insurrectionnelles-au-sahel>
11. Par exemple, le village malien Boulkessi, ce village frontalier du Burkina, est un marché noir de vente d'armes, de motos et de bétail volé.
12. <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/jamaa-nusrat-ul-islam-wa-al-muslimin-jnim>
<https://libreinfo.net/terrorisme-au-sahel-le-mali-est-un-vrai-laboratoire-a-ciel-ouvert-pour-le-burkinaexpert-mahamadou-savadogo/>
13. <https://acleddata.com>
<https://acleddata.com/2019/08/02/mid-year-update-ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/>
https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2020/03/ACLED_AnnualReport2019_FINAL.pdf
14. <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/01/11/une-dizaine-de-nuances-de-kaki-les-operations-contre-insurrectionnelles-au-sahel>
- 15) <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>
- 16) https://www.lemonde.fr/international/article/2018/10/27/le-burkina-faso-nouveau-maillon-faible-dans-la-lutte-antihadiste_5375429_3210.html
- 17) <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/burkina-faso-punches-above-its-weight>
- 18) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 19) <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>
- 20) The Economist, Burkina Faso, not so pretty now, November 8 2014, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21631201-departure-beau-blaise-compaor-has-left-gaping-hole-not-so-pretty-now>
<http://www.wsj.com/articles/burkina-faso-presidents-rule-ends-military-says-1414757506>
- 21) Ce nouveau dispositif institutionnel et les différentes réformes qui s'en suivent, n'ont pas manqué de susciter des frustrations et des remous sociopolitiques et militaires qui ont débouché sur le coup d'Etat de septembre 2015. Par ailleurs, on a observé une certaine paralysie au niveau de l'administration locale.

- 22) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 23) <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-89.htm>
https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2012_num_89_1_8243
- 24) <https://www.facebook.com/RadioOmegafmOfficiel/posts/simon-compaor%C3%A9-vive-les-koglweogo-qui-respectent-la-loicest-avec-ces-termes-du-m/1089257101146649/>
<https://www.facebook.com/watch/?v=390650165031996>
<https://burkina24.com/2016/07/11/koglweogo-simon-compaore-annonce-une-nouvelle-police-de-proximite/https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php>
- 25) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 26) <https://issat.dcaf.ch/download/130849/2677892>
https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/BFA/INT_CAT_ICO_BFA_34379_F.pdf
- 27) <http://www.rfi.fr/fr/emission/20161106-koglweogo-autodefense-burkina-faso>
<http://www.rfi.fr/fr/hebdo/20160318-burkina-faso-koglweogo-milices-populaires-associations>
- 28) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 29) <https://netafrique.net/burkina-faso-le-president-provincial-des-groupes-dauto-defense-koglweogo-du-namentenga-el-hadi-boureima-nadbanka-dit-namende-en-liberte-provisoire/>
- 30) <https://fr.allafrica.com/stories/201810160465.html>
- 31) <https://lemonde-arabe.fr/03/03/2020/roch-kabore-burkina-faso-terrorisme/>
- 32) <https://lefaso.net/spip.php?article66553>
<https://www.jeunefrique.com/mag/329094/politique/burkina-faso-cdp-fini/>
- 33) <https://acleddata.com/2019/08/02/mid-year-update-ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/>
- 34) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/09/menaces-jihadistes-aux-enseignants-du-nord-du-burkina-tu-fais-l-ecole-du-blanc-tu-iras-en-enfer_5108556_3212.html
- 35) Annexe P 9 et 10
- 36) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/09/menaces-jihadistes-aux-enseignants-du-nord-du-burkina-tu-fais-l-ecole-du-blanc-tu-iras-en-enfer_5108556_3212.html
- 37) Ce fut également le cas pour les Volontaires (VDP) en 2020 : l'Etat a beaucoup communiqué sur le processus d'enrôlement des VDP, révélateur de leur déconnection aux réalités locales, car des leaders ont été enlevés ou tués, soupçonnés par les groupes insurrectionnels de faciliter la mobilisation des jeunes de leurs communautés pour les VDP
- 38) <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/01/11/une-dizaine-de-nuances-de-kaki-les-operations-contre-insurrectionnelles-au-sahel>
https://www.wanep.org/wanep/index.php?option=com_content&view=article&id=1425:2019-07-03-14-15-37&catid=25:news-releases&Itemid=8
- 39) Le jihadisme recrute ses combattants au sein des populations locales. Souvent, il trouve ses moyens de guerre sur place -enlèvement de bétail, pillage de commerce, retrait des armes, des motos et véhicules des FDS-, mais il n'y a manifestement pas d'adhésion locale au phénomène jihadiste ; les populations restent toujours prises entre deux feux et en même temps, entre deux menaces directs (FDS et terroristes)
- 40) https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-pourquoi-le-terrorisme-interieur-prospere-t-il-autant-13-01-2020-2357484_3826.php
- 41) <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes>
- 42) <https://www.bbc.com/afrique/region-48435070>
- 43) https://www.wanep.org/wanep/index.php?option=com_content&view=article&id=1425:2019-07-03-14-15-37&catid=25:news-releases&Itemid=8
- 44) <https://portail-ie.fr/analysis/2094/le-burkina-faso-face-a-la-menace-djihadiste>
- 45) Annexe P. 7

46) P. 25 et 26

47) Il faut noter aussi le retrait de plusieurs ONG qui mettaient en œuvre des programmes de renforcement de la résilience des communautés vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. D'ailleurs plusieurs ONG ont fait une déclaration commune pour dénoncer leur accès difficile aux populations sinistrées en attente d'assistance.

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/l-organisation-americaine-peace-corps-retire-ses-volontaires-du-burkina-faso_3058967.html

48) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>

49) idem

50) <https://www.sidwaya.info/blog/2019/09/16/riposte-aux-attaques-terroristes-la-troupe-se-sentira-protégée-par-un-bon-equipement-mahamadou-savadogo-specialiste-en-extremisme-violent/>

51) <https://www.bbc.com/afrique/region-45429553>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/06/le-president-burkinabe-met-en-cause-les-collusions-de-son-predecesseur-avec-les-jihadistes_5210917_3212.html

52) <https://www.jeuneafrique.com/mag/762647/politique/burkina-blaise-compaore-ecrit-a-roch-kabore-qui-laccuse-de-liens-avec-des-groupes-jihadistes/>

53) www.dgb.gov.bf

54) <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/sahel-causes-enjeux-dun-desastre-annonce>

55) <http://ouaga24.com/politique-il-faut-lever-le-secret-defense-sur-le-controle-du-ministere-de-la-defense-par-lasce-lc-opposition/>

56) <https://lefaso.net/spip.php?article93545>

57) https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/BFA/INT_CAT_ICO_BFA_34379_F.pdf

https://fr.news.yahoo.com/sahel-forces-d%C3%A9fense-s%C3%A9curit%C3%A9-nouvelle-menace-populations-064100729.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAIzckVuaS0Tiz_WFwADZBsRfDBAaKpUo86XnBOtUM9kKrizP8Odc6rCYA2b3AGxEsEmYaiCNqRsvfDUy9Y3QXwtOotqLpLrBCxsLoqli6sB1rJEnmfdPs-j3EAIHaRSAYZ6lfdYT-T8x7mB2hMBCUtlSjLBV6tylk3AJJfZcb-Vk

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-ont-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html

58) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-ont-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html

59) <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/21/le-jour-nous-avons-peur-de-larmee-et-la-nuit-des-jihadistes/abus-commis-par-des>

Des femmes ont témoigné qu'elles ne passent plus la nuit avec leurs maris. Dès le crépuscule, leurs époux sont contraints de se réfugier dans la brousse pour se mettre à l'abri, car des attaques nocturnes sont opérées pour des enlèvements ou assassinats de leurs maris

60) <https://www.lejdd.fr/Medias/un-reportage-sur-le-burkina-faso-recompense-par-le-visa-dor-de-linformation-numerique-a-perpignan-3749237>

61) <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013162>

62) Sources locales dans la Province du Soum et le Djelgodji

63) Ils imposaient aussi leur pratique islamique rigoriste. De passage dans les villages, ils regroupent les populations et font leurs prêches, en indiquant les comportements à abandonner sous peine d'être simplement tués. L'habillement des femmes, le célibat des jeunes, certains aspects physiques tels que la barbe et l'accoutrement vestimentaire des hommes doivent être respectés. Les festivités liées aux mariages sont interdites. Les chefs religieux qui prônent des enseignements et pratiques religieux différents sont obligés de quitter leur zone d'influence sous peine d'être exécutés. Autre élément important à retenir dans leur message adressé aux villageois : ils invitent les villageois à se tenir à distance de ce combat qui les oppose aux FDS et à l'autorité. Ils précisent qu'ils ont tous les moyens pour retrouver toute personne du village qui viendrait à collaborer avec les FDS

64) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>

65) <https://www.contrepoints.org/2019/09/08/353072-burkina-faso-comment-sexplique-la-prolifération-des-groupes-extremistes>

<https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>

66) <https://lefaso.net/IMG/pdf/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences.pdf>

67) Rapport d'activités annuels du PUS 2017 et 2018 du Ministère de de l'Economie, des Finances et du Développement https://www.pndes2020.com/pdf/Rapport_performance_2017_PNDES_VF1_.pdf

- 68) <https://cenozo.org/en/articles/169-burkina-faso-quand-un-ministre-de-la-defense-est-vise>
<https://netafrique.net/11-decembre-le-chateau-dun-membre-du-gouvernement-kaba-a-manga-qui-fache/>
https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/BFA/INT_CCPR_ICCS_BFA_41121_F.pdf
https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=76410&rubrique2
<https://lefaso.net/spip.php?article85629>
<http://lepays.bf/jean-claude-bouda-ministre-de-la-defense-et-des-anciens-combattants-a-propos-des-bombardements-de-forets-repairs-de-terroristes-les-bilans-des-operations-existent-mais-ils-ne-peuvent-et/>
<https://www.burkina24.com/2018/10/04/burkina-clement-sawadogo-et-jean-claude-bouda-devraient-avoir-lhumilite-de-rendre-leur-demission/>
- 69) <https://www.jeuneafrique.com/988711/societe/burkina-lancien-ministre-jean-claude-bouda-incarcere-pour-enrichissement-illicite/>
Aussi, Courrier Confidentiel numéro 204 du 25.05.2020
- 70) <https://www.sidwaya.info/blog/2019/04/14/operation-otapuanu-plusieurs-presumes-terroristes-neutralises-une-centaine-interpellee/>
- 71) Dans une situation de crise, le choix des mots pour une opération militaire n'est jamais innocent ; N'Dofu sous-entend que rien ne peut s'enraciner sans complicité
- 72) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/02/c-est-l-abattoir-face-aux-attaques-terroristes-la-colere-monte-chez-les-militaires-burkinabes_6013891_3212.html
- 73) Idem
- 74) <https://www.sidwaya.info/blog/2019/09/16/riposte-aux-attaques-terroristes-la-troupe-se-sentira-protgee-par-un-bon-equipement-mahamadou-savadogo-specialiste-en-extremisme-violent/>
- 75) <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/21/le-jour-nous-avons-peur-de-larmee-et-la-nuit-des-jihadistes/abus-commis-par-des>
- 76) <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 77) Idem, ICG, Sources sécuritaires
- 78) <https://netafrique.net/maca-le-le-journaliste-adama-ouedraogo-damiss-tres-malade/>
- 79) Communiqué de presse d'ODDH « *Les ONG Internationaux tirent l'alarme sur la situation interne au Burkina Faso* », du 30 avril 2019
- 80) <https://www.bbc.com/afrique/region-47575954>,
<http://radiotankonnon.over-blog.com/2019/03/rapport-du-mbdhp-sur-les-executions-de-kain-le-gouvernement-prend-acte-des-allegations.html> <http://www.mbdhp.org/>
- 81) ICG, sources sécuritaires
- 82) http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-03/15/c_137898606.htm
- 83) <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 84) « *Que s'est-il passé à Kain-Ouro et environs le 4 février 2019 ?* » MBDHP, mars 2019
http://kaceto.net/IMG/pdf/rapport_kain_1_la_bonne_version_sans_fond.pdf
https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/BFA/INT_CAT_ICO_BFA_34379_F.pdf
« Droits humains et lutte antiterroriste : Le MBDHP révèle des exécutions sommaires », le Fasonet
<https://lefaso.net/spip.php?article88525>
« Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » *Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso*, HRW 22 mars, 2019
<https://www.hrw.org/fr/report/2019/03/22/nous-avons-retrouve-leurs-corps-plus-tard-ce-jour-la/atrocites-commises-par-les>
« *Memento sur les exécutions sommaires du 12 mai dans la province du Loroum, région du Nord* », Kisal, 15 mai 2019.
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies_5451716_3212.html
- 85) <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 86) https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf
- 87) <https://acleddata.com>
<https://acleddata.com/2019/08/02/mid-year-update-ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/>,
https://acleddata.com/acleddatanew/wpcontent/uploads/2020/03/ACLED_AnnualReport2019_FINAL.pdf

- 88) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/12/au-nord-du-burkina-faso-les-exactions-de-l-armee-contrarient-la-lutte-antiterroriste_5297930_3212.html
- 89) <http://www.opex360.com/2019/01/05/burkina-faso-des-violences-intercommunautaires-eclatent-apres-lattaque-dun-village-par-des-terroristes-presumes/>
- 90) <http://www.rfi.fr/afrique/20170527-burkina-faso-droits-homme-mauvaise-passe-oddh>
- 91) <https://www.un.org/press/fr/2020/sgsm19977.doc.htm>
<https://lefaso.net/spip.php?article87450>
- 92) <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Barsalogo-front-violences-communautaires-2020-01-14-1201071674>
<https://www.voafrique.com/a/les-difficult%C3%A9s-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-du-camp-burkinab%C3%A8-de-barsalogo/4848468.html>
- 93) Le défunt Cheick avait dans son entourage des fidèles et des proches collaborateurs issus de la communauté Peul. Certains d'entre eux ont assisté à son inhumation. Ils ont été les premiers à être assassinés juste après l'inhumation ; les Fulsé voyant leur présence à ce douloureux événement comme une provocation. En rappel, Peul et Fulsé entretenaient des liens séculaires de cohésion
- 94) <https://www.voafrique.com/a/au-moins-62-personnes-ont-%C3%A9t%C3%A9-tu%C3%A9es-%C3%A0-arbinda-dans-le-sahel-burkinab%C3%A8/4861674.html>
- 95) <https://www.ladepeche.fr/2019/12/01/burkina-au-moins-dix-morts-lors-dune-attaque-contre-une-eglise-protestante,8575245.php>
- 96) <https://www.jeuneafrique.com/792577/societe/burkina-faso-adoption-dun-nouveau-code-penal-juge-liberticide/>
<https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>
- 97) <https://acleddata.com>
<https://acleddata.com/2019/08/02/mid-year-update-ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/>,
https://acleddata.com/acleddatanew/wpcontent/uploads/2020/03/ACLED_AnnualReport2019_FINAL.pdf
- 98) <https://www.voafrique.com/a/deuil-national-de-3-jours-apres-l-attaque-qui-a-fait-38-morts-au-burkina/5156747.html>
- 99) <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/3/2/le-burkina-faso-et-le-nouveau-front-du-sahel-repondre-la-crise-de-deplacement-la-plus-rapide-au-monde>
- 100) <https://www.20minutes.fr/monde/2763951-20200420-burkina-31-civils-tues-forces-ordre-selon-human-rights-watch>
- 101) <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences> Selon le Centre de recherche américain de la mémoire de la Shoah, le Burkina Faso est le pays au monde, en 2020, où le risque de massacres à grande échelle est le plus important ; le Burkina est premier, suivi par l'Iraq et la Syrie, selon l'enquête de l'USHMM
- 102) Cela est facilité par le musèlement de la presse locale et nationale. L'indifférence constatée au niveau de la capitale s'explique également par le fait que le seul discours légitimé est celui du soutien aux FDS. Celui qui porte un discours contraire tombe dans la stigmatisation et un traître à la patrie.
- 103) <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/insecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html>
<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e886288a/insecurite-burkina-faso-hcr-tire-sonnette-dalarme.html>
- 104) <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/>
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina%2BFaso%2BReport%2B-%2BFebruary%2B2020%2B-%2BFRENCH%2B-%2BFINAL%2B-%2B3.3.2020.pdf>
- 105) <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina%2BFaso%2BReport%2B-%2BFebruary%2B2020%2B-%2BFRENCH%2B-%2BFINAL%2B-%2B3.3.2020.pdf> P.7
- 106) <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-aper-u-de-la-situation-humanitaire-au-15-avril-2020>
- 107) <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200128-d%C3%A9plac%C3%A9s-burkina-faso-encore-tr%C3%A8s-peu-diplomatie-humanitaire>
- 108) <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-aper-u-de-la-situation-humanitaire-au-15-avril-2020>

- <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/linsecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html>
- <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e886288a/insecurite-burkina-faso-hcr-tire-sonnette-dalarme.html>
- 109) <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-aper-u-de-la-situation-humanitaire-au-15-avril-2020>
- Aussi, des agents publics du ministère en charge de l'action humanitaire ont été dénoncés et épinglés pour vol et détournement des aides destinées aux PDI. Leur ministre avait promis des poursuites judiciaires.
- 110) <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/3/2/le-burkina-faso-et-le-nouveau-front-du-sahel-repondre-la-crise-de-deplacement-la-plus-rapide-au-monde>
- 111) <https://www.connectionivoirienne.net/2020/01/10/le-budget-defense-du-burkina-faso-passe-a-344-milliards-de-fcfa-contre-324-milliards-en-2019/>.
- 112) <https://lesechosdufaso.net/compte-rendu-de-rencontre-cfop-12-novembre-2019/>
- 113) <https://civitac.org/spip.php?article652>
- 114) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-de-violences>
- 115) Idem
- 116) Arrête conjoint N°2020-081 MDNAC/MINEFID portant fixation des avantages financiers et en nature accordés aux Volontaires pour la Défense de la Patrie
- 117) <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/>
- 118) Idem
- 119) <https://www.voaafrique.com/a/massacre-de-barga-le-collectif-contre-l-impunit%C3%A9-d%C3%A9nonce-un-nettoyage-ethnique/5330882.html>
- 120) <https://www.courrierinternational.com/article/sahel-au-burkina-faso-des-volontaires-pour-faire-la-guerre-aux-terroristes>
- 121) International Crisis Group, Africa Report N° 205, (Bruxelles 2013) P 7, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-or-without-compaore-times-uncertainty>
- Adama Ouédraogo alias Damiss, « Blaise Compaoré : De l'ascension à la descension » (Ouagadougou, August 2016), p.3
- 122) Claudette Savonnet-Guyot, Etat et sociétés au Burkina Faso (Paris 1986), p. 181-188
- International Crisis Group, Africa Report N° 205, (Bruxelles 2013) P 8, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-or-without-compaore-times-uncertainty>
- 123) <https://lesechosdufaso.net/compte-rendu-de-rencontre-cfop-12-novembre-2019/>
- 124) <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>
- 125) https://www.lepoint.fr/afrique/troupes-etrangees-au-sahel-le-cycle-infernal-se-poursuit-au-burkina-14-10-2019-2341122_3826.php#
- 126) <https://www.msn.com/fr-xl/westafrica/other/mort-de-12-prevenus-a-tanwalbougou/ar-BB14HKDX>
- 127) <https://www.hrw.org/fr/news/2020/05/20/burkina-faso-enqueter-de-maniere-credible-sur-des-executions-presumees>
- 128) <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes>
- 129) https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/sahel-la-situation-est-hors-de-contrrole-selon-des-experts-a-washington_3742919.html
- 130) <https://www.ushmm.org/genocide-prevention/blog/survey-results-burkina-faso-tops-risk-list-for-mass-killi3g-in-2020>
- 131) <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/linsecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html>
- 132) [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/au-burkina-faso-on-ne-peut-pas-etre-sur-de-pouvoir-continuer-ses-etudes-a-cause-des-violences_3982287.html#xtor=AL-79-\[article\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/au-burkina-faso-on-ne-peut-pas-etre-sur-de-pouvoir-continuer-ses-etudes-a-cause-des-violences_3982287.html#xtor=AL-79-[article]-[connexe])
- 133) <https://www.hrw.org/fr/report/2020/05/26/leur-combat-contre-leducation/attaques-commises-par-des-groupes-armes-contre-des>

- 134) https://netafrique.net/lonu-craint-des-emeutes-de-la-faim-en-afrique-notamment-en-centrafrique-et-au-burkina-faso/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_term=https%3A%2F%2Fnetafrique.net%2Flonu-craint-des-emeutes-de-la-faim-en-afrique-notamment-en-centrafrique-et-au-burkina-faso%2F&utm_content&utm_campaign=Actualit%C3%A9+africaine+du+7+mai+2020
- 135) <https://mondafrique.com/les-aires-protegees-investies-par-les-jihadistes-au-burkina-benin-et-niger/>